

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/14061]

21 NOVEMBRE 2017. — Loi relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Elle transpose la directive 2015/2302/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyages liées, modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 90/314/CEE du Conseil.

TITRE 2. — Définitions et champ d'application

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° service de voyage :

- a) le transport de passagers ;
- b) l'hébergement qui ne fait pas partie intégrante du transport de passagers et qui n'a pas un objectif résidentiel ;
- c) la location de voitures, d'autres véhicules à moteur, au sens de l'article 3, point 11, de la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules, ou de motocycles dont la conduite nécessite la possession d'un permis de conduire de catégorie A conformément à l'article 4, paragraphe 3, c), de la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire ;
- d) tout autre service touristique qui ne fait pas partie intégrante d'un service de voyage au sens des a), b) ou c) ;

2° voyage à forfait : la combinaison d'au moins deux types différents de services de voyage aux fins du même voyage ou séjour de vacances, si :

a) ces services sont combinés par un seul professionnel, y compris à la demande du voyageur ou conformément à son choix, avant qu'un contrat unique incluant tous ces services ne soit conclu, ou

b) indépendamment de l'éventuelle conclusion de contrats séparés avec plusieurs prestataires de services de voyage, ces services sont :

- b.1) achetés auprès d'un seul point de vente et ont été choisis avant que le voyageur n'accepte de payer, ou
- b.2) proposés, vendus ou facturés à un prix tout compris ou à un prix total, ou
- b.3) annoncés ou vendus sous la dénomination de "voyage à forfait" ou sous une dénomination similaire, ou
- b.4) combinés après la conclusion d'un contrat par lequel un professionnel autorise le voyageur à choisir parmi une sélection de différents types de services de voyage, ou
- b.5) achetés auprès de professionnels distincts grâce à des procédures de réservation en ligne liées, lorsque le nom du voyageur, les modalités de paiement et l'adresse électronique sont transmis par le professionnel avec lequel le premier contrat est conclu à un ou plusieurs autres professionnels et lorsqu'un contrat avec ce ou ces derniers est conclu au plus tard vingt-quatre heures après la confirmation de la réservation du premier service de voyage.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/14061]

21 NOVEMBER 2017. — Wet betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Ze voorziet in de omzetting van richtlijn 2015/2302/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2015 betreffende pakketreizen en gekoppelde reisarrangementen, houdende wijziging van verordening (EG) nr. 2006/2004 en van richtlijn 2011/83/EU van het Europees Parlement en de Raad, en tot intrekking van richtlijn 90/314/EEG van de Raad.

TITEL 2. — Definities en toepassingsgebied

HOOFDSTUK 1. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° reisdienst :

- a) passagiersvervoer ;
- b) accommodatie die niet intrinsiek deel uitmaakt van passagiersvervoer en die niet voor bewoning is bestemd ;
- c) verhuur van auto's, andere motorvoertuigen in de zin van artikel 3, punt 11, van richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd, of motorrijwielen waarvoor een rijbewijs van categorie A in overeenstemming met artikel 4, lid 3, onder c), van richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs, is vereist ;
- d) elke andere toeristische dienst die niet intrinsiek deel uitmaakt van een reisdienst in de zin van de bepalingen onder a), b) of c) ;

2° pakketreis : de combinatie van ten minste twee verschillende soorten reisdiensten voor dezelfde reis of vakantie, ingeval :

a) deze diensten worden gecombineerd door één professioneel, inbegrepen op verzoek of overeenkomstig de keuze van de reiziger, voordat er één overeenkomst waarin al deze diensten zijn inbegrepen, wordt gesloten, of

b) deze diensten, ongeacht of er afzonderlijke overeenkomsten worden gesloten met verschillende reisdienstverleners, worden :

- b.1) gekocht bij één verkooppunt en gekozen voordat de reiziger ermee instemt te betalen, of
- b.2) aangeboden, verkocht of gefactureerd voor een gezamenlijke prijs of een totaalprijs, of
- b.3) aangeprezen of verkocht onder de term "pakketreis" of een gelijkaardige benaming, of
- b.4) gecombineerd nadat er een overeenkomst is gesloten waarbij de professioneel de reiziger laat kiezen uit een selectie van verschillende soorten reisdiensten, of
- b.5) gekocht van verschillende professionelen via onderling verbonden onlineboekingsprocedures, waarbij de naam, de betalingsgegevens en het e-mailadres van de reiziger worden overgedragen van de professioneel met wie de eerste overeenkomst wordt gesloten naar een andere professioneel of andere professionelen en er met de laatstgenoemde professioneel of professionelen uiterlijk vierentwintig uur na de bevestiging van de boeking van de eerste reisdienst een overeenkomst wordt gesloten.

Les combinaisons de services de voyages dans lesquelles un seul des types de service de voyage visés au 1^o, a), b) ou c), est combiné à un ou plusieurs des services touristiques visés au 1^o, d), ne constituent pas un voyage à forfait si ces derniers services:

a) ne représentent pas une part significative de la valeur de la combinaison, ou ne sont pas annoncés comme étant une caractéristique essentielle de la combinaison ou ne constituent pas d'une manière ou d'une autre une telle caractéristique, ou

b) sont choisis et achetés uniquement après que l'exécution d'un service de voyage visé au 1^o, a), b) ou c), a commencé;

3^o contrat de voyage à forfait: un contrat portant sur le voyage à forfait formant un tout ou, si le voyage à forfait est fourni dans le cadre de contrats séparés, tous les contrats couvrant les services de voyage compris dans le voyage à forfait;

4^o début du voyage à forfait: le commencement de l'exécution des services de voyage compris dans le contrat de voyage à forfait;

5^o prestation de voyage liée: au moins deux types différents de services de voyage achetés aux fins du même voyage ou séjour de vacances, ne constituant pas un voyage à forfait entraînant la conclusion de contrats séparés avec des prestataires de services de voyage individuels, si un professionnel facilite:

a) à l'occasion d'une seule visite à son point de vente ou d'une seule prise de contact avec celui-ci, le choix séparé et le paiement séparé de chaque service de voyage par le voyageur, ou

b) d'une manière ciblée, l'achat d'au moins un service de voyage supplémentaire auprès d'un autre professionnel lorsque le contrat avec cet autre professionnel est conclu au plus tard vingt-quatre heures après la confirmation de la réservation du premier service de voyage.

Lorsqu'il est acheté un seul des types de service de voyage visés au 1^o, a), b) ou c), et un ou plusieurs des services touristiques visés au 1^o, d), ceux-ci ne constituent pas une prestation de voyage liée si ces derniers services ne représentent pas une part significative de la valeur combinée des services ou ne sont pas annoncés comme étant une caractéristique essentielle du voyage ou séjour de vacances ou ne constituent pas d'une manière ou d'une autre une telle caractéristique;

6^o voyageur: toute personne cherchant à conclure un contrat relevant du champ d'application de la présente loi ou ayant le droit de voyager sur la base d'un tel contrat déjà conclu;

7^o professionnel: toute personne physique ou morale, qu'elle soit publique ou privée, qui agit, y compris par l'intermédiaire d'une autre personne agissant en son nom ou pour son compte, aux fins qui entrent dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale en ce qui concerne des contrats relevant de la présente loi, qu'elle agisse en qualité d'organisateur, de détaillant, de professionnel facilitant une prestation de voyage liée ou de prestataire d'un service de voyage;

8^o organisateur: un professionnel qui élabore des voyages à forfait et les vend ou les offre à la vente, directement ou par l'intermédiaire d'un autre professionnel ou encore conjointement avec un autre professionnel, ou un professionnel qui transmet les données du voyageur à un autre professionnel conformément au 2^o, b.5);

9^o détaillant: un professionnel autre que l'organisateur qui vend ou offre à la vente des voyages à forfait élaborés par un organisateur;

10^o établissement: l'exercice effectif d'une activité économique, visée à l'article 49 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, par le prestataire pour une durée indéterminée et au moyen d'une infrastructure stable à partir de laquelle la fourniture de services est réellement assurée;

11^o support durable: tout instrument permettant au voyageur ou au professionnel de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement d'une manière permettant de s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées;

12^o circonstances exceptionnelles et inévitables: une situation échappant au contrôle de la partie qui invoque cette situation et dont les conséquences n'auraient pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises;

13^o non-conformité: l'inexécution ou la mauvaise exécution des services de voyage compris dans un voyage à forfait;

14^o mineur: une personne âgée de moins de dix-huit ans;

En combinatie van reisdiensten waarbij niet meer dan één soort reisdienst als bedoeld in de bepaling onder 1^o, a), b) of c), wordt gecombineerd met één of meer toeristische diensten als bedoeld in de bepaling onder 1^o, d), is geen pakketreis indien de laatstgenoemde diensten:

a) geen aanzienlijk deel van de waarde van de combinatie vormen, of niet als een essentieel kenmerk van de combinatie worden aangegeprezen of anderszins geen essentieel kenmerk van de combinatie vertegenwoordigen, of

b) pas worden gekozen en aangekocht nadat de uitvoering van een reisdienst als bedoeld in de bepaling onder 1^o, a), b) of c), al is begonnen;

3^o pakketreisovereenkomst: een overeenkomst inzake de gehele pakketreis of, indien de pakketreis uit hoofde van afzonderlijke overeenkomsten wordt geleverd, alle overeenkomsten die betrekking hebben op de reisdiensten die deel uitmaken van de pakketreis;

4^o begin van de pakketreis: begin van de uitvoering van de reisdiensten waarop de pakketreisovereenkomst betrekking heeft;

5^o gekoppeld reisarrangement: ten minste twee verschillende soorten reisdiensten die voor dezelfde reis of vakantie worden aangekocht, welke geen pakketreis vormen en waarvoor afzonderlijke overeenkomsten worden gesloten met de verschillende reisdienstverleners, waarbij een professioneel:

a) tijdens één bezoek aan of contactmoment met het eigen verkooppunt het apart selecteren en apart betalen van elke reisdienst door de reiziger faciliteert, of

b) op gerichte wijze de aankoop van ten minste één aanvullende reisdienst bij een andere professioneel faciliteert waarbij uiterlijk vierentwintig uur na de bevestiging van de boeking van de eerste reisdienst een overeenkomst met die andere professioneel wordt gesloten.

Indien niet meer dan één soort reisdienst als bedoeld in de bepaling onder 1^o, a), b) of c), en één of meer toeristische diensten als bedoeld in 1^o, d), worden aangekocht, vormen zij geen gekoppeld reisarrangement als laatstgenoemde diensten geen aanzienlijk deel van de gecombineerde waarde van de diensten vormen of niet als een essentieel kenmerk van de reis of vakantie worden aangekondigd, of anderszins geen essentieel kenmerk van de reis of vakantie vertegenwoordigen;

6^o reiziger: iedere persoon die, binnen het toepassingsgebied van deze wet, een overeenkomst wenst te sluiten of die er op grond van een reeds gesloten overeenkomst recht op heeft te reizen;

7^o professioneel: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon, ongeacht of deze privaot of publiek is, die met betrekking tot onder deze wet vallende overeenkomsten handelt, mede via een andere persoon die namens hem of voor zijn rekening optreedt, in het kader van zijn handels-, bedrijfs-, ambachts- of beroepsactiviteit, ongeacht of hij optreedt als organisator, doorverkoper, professioneel die een gekoppeld reisarrangement faciliteert of reisdienstverlener;

8^o organisator: een professioneel die pakketreizen samenstelt en deze rechtstreeks dan wel via of samen met een andere professioneel verkooft of te koop aanbiedt, of een professioneel die de gegevens van de reiziger aan een andere professioneel overdraagt overeenkomstig de bepaling onder 2^o, b.5);

9^o doorverkoper: een professioneel, anders dan de organisator, die pakketreizen verkooft of te koop aanbiedt die door een organisator zijn samengesteld;

10^o vestiging: de daadwerkelijke uitoefening van een economische activiteit, bedoeld in artikel 49 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, door de dienstverrichter voor onbepaalde tijd en vanuit een duurzame infrastructuur, van waaruit daadwerkelijk diensten worden verricht;

11^o duurzame gegevensdrager: ieder hulpmiddel dat de reiziger of de professioneel in staat stelt om persoonlijk aan hem gerichte informatie op te slaan op een wijze die deze informatie toegankelijk maakt voor toekomstig gebruik gedurende een periode die is aangepast aan het doel waarvoor de informatie is bestemd, en die een ongewijzigde weergave van de opgeslagen informatie mogelijk maakt;

12^o onvermijdbare en buitengewone omstandigheden: een situatie die zich voordoet onafhankelijk van de wil van de partij die zich daarop beroept en waarvan de gevolgen ondanks alle redelijke voorzorgsmaatregelen niet te vermijden waren;

13^o non-conformiteit: het niet of niet goed uitvoeren van de reisdiensten die deel uitmaken van een pakketreis;

14^o minderjarige: een persoon die jonger is dan achttien jaar;

15° point de vente: tout site commercial, qu'il soit meuble ou immeuble, ou un site internet commercial ou une structure de vente en ligne similaire, y compris lorsque des sites internet commerciaux ou des structures de vente en ligne sont présentés aux voyageurs comme une structure unique, y compris un service téléphonique;

16° rapatriement: le retour du voyageur au lieu de départ ou à un autre lieu décidé d'un commun accord par les parties contractantes.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application*

Art. 3. La présente loi s'applique:

1° aux voyages à forfait offerts à la vente ou vendus par des professionnels à des voyageurs;

2° aux prestations de voyage liées facilitées par des professionnels en faveur des voyageurs;

3° aux services de voyage visés à l'article 2, 1°, vendus séparément par un organisateur ou un détaillant qui agit comme intermédiaire.

Art. 4. La présente loi ne s'applique pas:

1° aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées couvrant une période de moins de vingt-quatre heures, à moins qu'une nuitée ne soit incluse;

2° aux voyages à forfait proposés et aux prestations de voyage liées facilitées, à titre occasionnel et dans un but non lucratif et à un groupe limité de voyageurs uniquement;

3° aux voyages à forfait, aux prestations de voyage liées et services de voyages vendus séparément, achetés en vertu d'une convention générale conclue pour l'organisation d'un voyage d'affaires entre un professionnel et une autre personne physique ou morale agissant à des fins liées à son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale.

TITRE 3. — *Contrats de voyage à forfait*

CHAPITRE 1^{er}. — *Obligations d'information et contenu du contrat de voyage à forfait*

Section 1^{re}. — *Informations précontractuelles*

Art. 5. § 1^{er}. L'organisateur ainsi que le détaillant, lorsque les voyages à forfait sont vendus par l'intermédiaire d'un détaillant, communiquent au voyageur, avant qu'il ne soit lié par un contrat de voyage à forfait, les informations standard au moyen du formulaire pertinent figurant à l'annexe I, partie A ou B, et, dans le cas où elles s'appliquent au voyage à forfait, les informations mentionnées ci-après:

1° les caractéristiques principales des services de voyage:

a) la ou les destination(s), l'itinéraire et les périodes de séjour, avec les dates et, lorsque l'hébergement est compris, le nombre de nuitées comprises;

b) les moyens, caractéristiques et catégories de transport, les lieux, dates et heures de départ et de retour, la durée et le lieu des escales et des correspondances; lorsque l'heure exacte n'est pas encore fixée, l'organisateur et, le cas échéant, le détaillant informent le voyageur de l'heure approximative du départ et du retour;

c) la situation, les principales caractéristiques et, s'il y a lieu, la catégorie touristique de l'hébergement en vertu des règles du pays de destination;

d) les repas fournis;

e) les visites, les excursions ou les autres services compris dans le prix total convenu pour le voyage à forfait;

f) lorsque cela ne ressort pas clairement du contexte, si les services de voyage éventuels seront fournis au voyageur en tant que membre d'un groupe et, dans ce cas, si possible, la taille approximative du groupe;

g) lorsque le bénéfice d'autres services touristiques fournis au voyageur repose sur une communication verbale efficace, la langue dans laquelle ces services seront fournis;

h) des informations sur le fait de savoir si le voyage ou le séjour de vacances est, d'une manière générale, adapté aux personnes à mobilité réduite et, à la demande du voyageur, des informations précises sur l'adéquation du voyage ou du séjour de vacances aux besoins du voyageur;

2° la dénomination sociale et l'adresse géographique de l'organisateur et, s'il y a lieu, du détaillant, ainsi que leurs numéros de téléphone et, s'il y a lieu, leurs adresses courriel;

15° verkooppunt: een ruimte voor detailhandel, verplaatsbaar of niet, of een retailwebsite of soortgelijk onlineverkoopplatform, daaronder begrepen retailwebsites of onlineverkoopplatforms die als één platform aan reizigers worden aangeboden, met inbegrip van een telefoon-dienst;

16° repatriëring: het terugbrengen van de reiziger naar de plaats van vertrek of naar een andere door de partijen die de overeenkomst sluiten afgesproken plaats.

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied*

Art. 3. Deze wet is van toepassing op:

1° pakketreizen die door professionelen aan reizigers te koop worden aangeboden of verkocht;

2° gekoppelde reisarrangementen die door professionelen voor reizigers worden gefaciliteerd;

3° reisdiensten bedoeld in artikel 2, 1°, afzonderlijk verkocht door een organisator of een doorverkoper die handelt als tussenpersoon.

Art. 4. Deze wet is niet van toepassing op:

1° pakketreizen en gekoppelde reisarrangementen die een periode van minder dan vierentwintig uur beslaan, tenzij zij een overnachting omvatten;

2° pakketreizen die worden aangeboden en gekoppelde reisarrangementen die worden gefaciliteerd, incidenteel en zonder winst oogmerk en uitsluitend aan een beperkte groep reizigers;

3° pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en afzonderlijk verkochte reisdiensten die worden gekocht op basis van een algemene overeenkomst voor het regelen van zakenreizen tussen een professioneel en een andere natuurlijke persoon of rechtspersoon die handelt in het kader van zijn handels-, bedrijfs-, ambachts- of beroepsactiviteit.

TITEL 3. — *Pakketreisovereenkomsten*

HOOFDSTUK 1. — *Informatieverplichtingen en inhoud van de pakketreisovereenkomst*

Afdeling 1. — *Precontractuele informatie*

Art. 5. § 1. De organisator en, indien de pakketreis wordt verkocht via een doorverkoper, ook de doorverkoper, verstreken aan de reiziger, voordat deze is gebonden door een pakketreisovereenkomst, door middel van het relevante formulier bedoeld in bijlage I, deel A of deel B, de standaardinformatie, alsook, voor zover deze van toepassing is op de pakketreis, de volgende informatie:

1° de voornaamste kenmerken van de reisdiensten:

a) de reisbestemming(en), de reisweg en de verblijfsperiodes, met de data en, indien overnachting is inbegrepen, het aantal nachten;

b) de vervoermiddelen, hun kenmerken en categorieën, de plaatsen, data en tijdstippen van vertrek en terugkeer, de duur en plaats van tussenstops en de aansluitingen; indien het exacte tijdstip nog niet vaststaat, deelt de organisator en, indien van toepassing, de doorverkoper de reiziger het tijdstip van vertrek en terugkeer bij benadering mee;

c) de ligging, de voornaamste kenmerken en, in voorkomend geval, de toeristische categorie van de accommodatie volgens de regels van het land van bestemming;

d) de verstrekte maaltijden;

e) de bezoeken, de excursies of de andere diensten die zijn begrepen in de voor de pakketreis overeengekomen totaalprijs;

f) ingeval zulks niet duidelijk uit de context blijkt, uitsluitel of de reisdiensten worden verleend aan de reiziger als lid van een groep, en indien dit het geval is, voor zover mogelijk, de omvang van de groep bij benadering;

g) ingeval het belang van andere toeristische diensten voor de reiziger afhankelijk is van doeltreffende mondelinge communicatie, de taal waarin die diensten worden verricht;

h) uitsluitel of de reis of de vakantie in het algemeen geschikt is voor personen met beperkte mobiliteit en, op verzoek van de reiziger, nauwkeurige informatie over de vraag of de reis of vakantie gelet op de behoeften van de reiziger geschikt is;

2° de handelsnaam en het geografische adres van de organisator en, indien van toepassing, van de doorverkoper, alsmede hun telefoonnummer en, in voorkomend geval, hun e-mailadres;

3° le prix total du voyage à forfait incluant les taxes et, s'il y a lieu, tous les frais, redevances ou autres coûts supplémentaires, ou, quand ceux-ci ne peuvent être raisonnablement calculés avant la conclusion du contrat, une indication du type de coûts additionnels que le voyageur peut encore avoir à supporter;

4° les modalités de paiement, y compris le montant ou le pourcentage du prix à verser à titre d'acompte et le calendrier pour le paiement du solde, ou les garanties financières à verser ou à fournir par le voyageur;

5° le nombre minimal de personnes requis pour la réalisation du voyage à forfait et la date limite visée à l'article 31, § 1^{er}, 1°, précédant le début du forfait pour une éventuelle résiliation du contrat au cas où ce nombre ne serait pas atteint;

6° des informations d'ordre général concernant les conditions applicables en matière de passeports et de visas, y compris la durée approximative d'obtention des visas, ainsi que des renseignements sur les formalités sanitaires du pays de destination;

7° la mention indiquant que le voyageur peut résilier le contrat à tout moment avant le début du voyage à forfait, moyennant le paiement de frais de résiliation appropriés ou, le cas échéant, de frais de résiliation standard réclamés par l'organisateur, conformément à l'article 29;

8° des informations sur les assurances obligatoires ou facultatives couvrant les frais de résiliation du contrat par le voyageur ou sur le coût d'une assistance, y compris le rapatriement en cas d'accident, de maladie ou de décès.

§ 2. Dans le cas de contrats de voyage à forfait conclus par téléphone, l'organisateur et, le cas échéant, le détaillant fournissent au voyageur les informations standard figurant à l'annexe I, partie B, et les informations visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 8°.

Art. 6. En ce qui concerne les voyages à forfait visés à l'article 2, 2°, alinéa 1^{er}, b.5), l'organisateur et le professionnel auxquels les données sont transmises veillent à ce que chacun d'eux fournisse, avant que le voyageur ne soit lié par un contrat, les informations visées à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 8°, dans la mesure où celles-ci sont pertinentes pour les services de voyage qu'ils offrent respectivement. L'organisateur fournit en même temps les informations standard au moyen du formulaire figurant à l'annexe I, partie C.

Art. 7. Les informations visées aux articles 5 et 6, sont fournies d'une manière claire, compréhensible et apparente. Les informations fournies par écrit sont lisibles.

Section 2. — Caractère contraignant des informations précontractuelles et conclusion du contrat de voyage à forfait

Art. 8. Les informations précontractuelles communiquées au voyageur conformément à l'article 5, § 1^{er}, 1°, 3° à 5° et 7°, font partie intégrante du contrat de voyage à forfait. Elles ne peuvent pas être modifiées, sauf par accord commun et explicite des parties contractantes. L'organisateur et, le cas échéant, le détaillant communiquent toutes les modifications relatives aux informations précontractuelles au voyageur, de façon claire, compréhensible et apparente, avant la conclusion du contrat de voyage à forfait.

Art. 9. Si l'organisateur et, le cas échéant, le détaillant n'ont pas satisfait aux obligations d'information concernant les frais, redevances ou autres coûts supplémentaires visés à l'article 5, § 1^{er}, 3°, avant la conclusion du contrat de voyage à forfait, le voyageur n'est pas redevable desdits frais, redevances ou autres coûts.

Section 3. — Contenu du contrat de voyage à forfait et documents à fournir

Art. 10. Les contrats de voyage à forfait sont formulés en termes clairs et compréhensibles et, s'ils revêtent la forme écrite, ils sont lisibles. Lors de la conclusion du contrat de voyage à forfait, ou sans retard excessif par la suite, l'organisateur ou le détaillant fournit au voyageur une copie ou une confirmation du contrat sur un support durable.

Le voyageur est en droit de demander un exemplaire papier si le contrat de voyage à forfait est conclu en la présence physique et simultanée des parties.

En ce qui concerne les contrats hors établissement au sens de l'article I.8, 31°, du Code de droit économique un exemplaire ou la confirmation du contrat de voyage à forfait est fournie au voyageur sur support papier ou, moyennant l'accord de celui-ci, sur un autre support durable.

3° de totaalprijs van de pakketreis, inclusief de belastingen en, indien van toepassing, alle bijkomende vergoedingen, toeslagen en andere kosten, of, indien deze redelijkerwijs niet kunnen worden berekend voordat de overeenkomst wordt gesloten, opgave van de soort bijkomende kosten die alsnog voor rekening van de reiziger kunnen zijn;

4° de betalingsregelingen, met inbegrip van het bedrag of het percentage van de prijs dat als voorschot is te betalen, en het tijdstip voor de betaling van het saldo, of de financiële garanties die de reiziger moet betalen of leveren;

5° het minimumaantal personen dat nodig is voor de uitvoering van de pakketreis en de in artikel 31, § 1, 1°, bedoelde uiterste datum voor de eventuele opzegging van de overeenkomst, wanneer dit aantal niet wordt behaald;

6° algemene informatie over de vereisten in het land van bestemming inzake paspoort- en visumverplichtingen, met inbegrip van de bij benadering benodigde termijn voor het verkrijgen van een visum, alsook informatie over geldende formaliteiten op gezondheidsgebied;

7° de vermelding dat de reiziger de overeenkomst te allen tijde vóór het begin van de pakketreis kan opzeggen tegen betaling van een passende opzegvergoeding of, indien toepasselijk, van de gestandaardiseerde opzegvergoedingen die de organisator vraagt, overeenkomstig artikel 29;

8° inlichtingen over de facultatieve of verplichte verzekeringen die de kosten bij opzegging van de overeenkomst door de reiziger of de kosten van bijstand, met inbegrip van repatriëring bij ongeval, ziekte of overlijden dekken.

§ 2. In geval pakketreisovereenkomsten per telefoon worden gesloten, verstrekt de organisator en, indien van toepassing, de doorverkoper aan de reiziger de standaardinformatie bedoeld in bijlage I, deel B, en de informatie bedoeld in paragraaf 1, 1° tot 8°.

Art. 6. Met betrekking tot pakketreizen bedoeld in artikel 2, 2°, eerste lid, b.5), zorgen de organisator en de professioneel aan wie de gegevens worden toegezonden, ervoor dat, ieder van hen voor de reisdiensten die zij aanbieden, de reiziger, voordat hij is gebonden door een overeenkomst, de informatie bedoeld in artikel 5, § 1, 1° tot 8°, verstrekt voor zover deze relevant is voor de respectieve reisdiensten die zij aanbieden. De organisator verstrekt tegelijkertijd de standaardinformatie door middel van het formulier in bijlage I, deel C.

Art. 7. De in de artikelen 5 en 6 bedoelde informatie wordt op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende manier verstrekt. Schriftelijke informatie wordt in een leesbare vorm verstrekt.

Afdeling 2. — Bindend karakter van de precontractuele informatie en sluiting van de pakketreisovereenkomst

Art. 8. De precontractuele informatie die overeenkomstig artikel 5, § 1, 1°, 3° tot 5° en 7°, aan de reiziger wordt verstrekt, vormt een integraal onderdeel van de pakketreisovereenkomst. Ze kan niet worden gewijzigd, tenzij bij uitdrukkelijk en wederzijds akkoord van de partijen bij de overeenkomst. De organisator, en, indien van toepassing, de doorverkoper delen de reiziger alle wijzigingen aan de precontractuele informatie op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende wijze mee, voordat de pakketreisovereenkomst wordt gesloten.

Art. 9. Indien de organisator, en, indien van toepassing, de doorverkoper, de vereisten inzake informatie over bijkomende vergoedingen, toeslagen of andere kosten als bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, niet hebben nageleefd voordat de pakketreisovereenkomst wordt gesloten, is de reiziger deze vergoedingen, toeslagen of andere kosten niet verschuldigd.

Afdeling 3. — Inhoud van de pakketreisovereenkomst en te bezorgen documenten

Art. 10. De pakketreisovereenkomsten worden in heldere en begrijpelijke taal opgesteld en zijn, voor zover zij schriftelijk worden vastgelegd, leesbaar. Bij het sluiten van de pakketreisovereenkomst of zonder onnodige vertraging daarna, verstrekt de organisator of de doorverkoper de reiziger een kopie of een bevestiging van de overeenkomst op een duurzame gegevensdrager.

Ingeval de pakketreisovereenkomst in de gelijktijdige fysieke aanwezigheid van de partijen wordt gesloten, heeft de reiziger het recht een papieren kopie te vragen.

Bij buiten verkoopruimten gesloten overeenkomsten in de zin van artikel I.8, 31°, van het Wetboek van economisch recht wordt een kopie of bevestiging van de pakketreisovereenkomst aan de reiziger verstrekt op papier of, indien hij hiermee instemt, op een andere duurzame gegevensdrager.

Art. 11. Le contrat de voyage à forfait ou sa confirmation reprend l'ensemble du contenu de la convention, qui inclut toutes les informations visées à l'article 5, § 1^{er}, 1° à 8°, et les informations suivantes:

1° les exigences particulières du voyageur que l'organisateur a acceptées;

2° une mention indiquant que l'organisateur est:

a) responsable de la bonne exécution de tous les services de voyage compris dans le contrat conformément aux articles 33, alinéa 1^{er}, et 34 à 40;

b) tenu d'apporter une aide au voyageur s'il est en difficulté, conformément aux articles 43 et 44;

3° le nom de l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité et ses coordonnées, dont son adresse géographique et, le cas échéant, le nom de l'autorité compétente désignée par l'État membre concerné à cette fin et ses coordonnées;

4° le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, l'adresse électronique et, le cas échéant, le numéro de télécopieur, du représentant local de l'organisateur, d'un point de contact ou d'un autre service par l'intermédiaire duquel le voyageur peut contacter rapidement l'organisateur et communiquer avec lui de manière efficace, demander une aide si le voyageur est en difficulté ou se plaindre de toute non-conformité constatée lors de l'exécution du voyage à forfait;

5° une mention indiquant que le voyageur est tenu de communiquer toute non-conformité qu'il constate lors de l'exécution du voyage à forfait conformément à l'article 34;

6° lorsque des mineurs, non accompagnés par un parent ou une autre personne autorisée, voyagent sur la base d'un contrat de voyage à forfait comprenant un hébergement, des informations permettant d'établir un contact direct avec le mineur ou la personne responsable du mineur sur le lieu de séjour du mineur;

7° des informations sur les procédures internes de traitement des plaintes disponibles et sur les mécanismes de règlement extrajudiciaire des litiges (REL) conformément aux articles XVI.2 à XVI.4 du Code de droit économique et, s'il y a lieu, sur l'entité de REL dont relève le professionnel et sur la plate-forme de règlement en ligne des litiges prévue par le règlement (UE) n° 524/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE;

8° des informations sur le droit du voyageur de céder son contrat à un autre voyageur conformément aux articles 16 à 18.

Art. 12. En ce qui concerne les voyages à forfait définis à l'article 2, 2°, alinéa 1^{er}, b.5), le professionnel auquel les données sont transmises informe l'organisateur de la conclusion du contrat donnant lieu à la création d'un forfait. Le professionnel lui fournit les informations nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations en tant qu'organisateur.

Dès que l'organisateur est informé de la création d'un voyage à forfait, l'organisateur fournit au voyageur, sur un support durable, les informations visées à l'article 11, 1° à 8°.

Art. 13. Les informations visées aux articles 11 et 12 sont présentées d'une manière claire, compréhensible et apparente.

Art. 14. En temps utile avant le début du voyage à forfait, l'organisateur remet au voyageur les reçus, bons de voyage et billets nécessaires, les informations sur l'heure prévue de départ et, s'il y a lieu, l'heure limite d'enregistrement ainsi que les heures prévues des escales, des correspondances et de l'arrivée.

Section 4. — Charge de la preuve

Art. 15. La charge de la preuve concernant le respect des obligations d'information énoncées dans le présent chapitre incombe au professionnel.

CHAPITRE 2. — Cession et modification du contrat de voyage à forfait avant le début du voyage à forfait

Section 1^{re}. — Cession du contrat de voyage à forfait à un autre voyageur

Art. 16. Le voyageur peut, moyennant un préavis raisonnable adressé à l'organisateur sur un support durable avant le début du voyage à forfait, céder le contrat de voyage à forfait à une personne

Art. 11. De pakketreisovereenkomst of bevestiging ervan bevat de volledige inhoud van de overeenkomst, met inbegrip van alle in artikel 5, § 1, 1° tot 8°, bedoelde informatie, alsmede de volgende informatie:

1° bijzondere wensen van de reiziger waarop de organisator is ingegaan;

2° het feit dat de organisator:

a) aansprakelijk is voor de goede uitvoering van alle onder de overeenkomst vallende reisdiensten, in overeenstemming met de artikelen 33, eerste lid, en 34 tot 40;

b) verplicht is bijstand te bieden wanneer de reiziger in moeilijkheden verkeert, in overeenstemming met de artikelen 43 en 44;

3° de naam en de contactgegevens, met inbegrip van het geografische adres, van de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie en, indien van toepassing, de naam van de bevoegde autoriteit die daarvoor door de betrokken lidstaat is aangewezen en haar contactgegevens;

4° de naam, het adres, het telefoonnummer, het e-mailadres en, in voorkomend geval, het faxnummer van de lokale vertegenwoordiger van de organisator, van een contactpunt of van een andere dienst, welke gegevens de reiziger in staat stellen snel contact op te nemen met de organisator en efficiënt met hem te communiceren met het oog op een verzoek om bijstand wanneer de reiziger in moeilijkheden verkeert of om zijn beklag te doen over elke tijdens de uitvoering van de pakketreis geconstateerde non-conformiteit;

5° een mededeling dat de reiziger overeenkomstig artikel 34 verplicht is elke tijdens de uitvoering van de pakketreis geconstateerde non-conformiteit te melden;

6° indien minderjarigen die niet door een ouder of een andere gemachtigde persoon vergezeld worden, reizen op basis van een pakketreisovereenkomst waarin accommodatie is begrepen, informatie op basis waarvan rechtstreeks contact kan worden opgenomen met de minderjarige of met de persoon die op de verblijfplaats van de minderjarige voor de minderjarige verantwoordelijk is;

7° informatie over beschikbare interne procedures voor klachtenafhandeling en over alternatieve geschillenbeslechtingsmechanismen (ADR) overeenkomstig de artikelen XVI.2 tot XVI.4 van het Wetboek van economisch recht, en in voorkomend geval, over de ADR-entiteit waaronder de professioneel valt en over het platform voor onlinegeschillenbeslechting overeenkomstig verordening (EU) nr. 524/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende onlinebeslechting van consumentengeschillen en tot wijziging van verordening (EG) nr. 2006/2004 en richtlijn 2009/22/EG;

8° informatie over het recht van de reiziger om zijn overeenkomst overeenkomstig de artikelen 16 tot 18, aan een andere reiziger over te dragen.

Art. 12. Met betrekking tot pakketreizen als bedoeld in artikel 2, 2°, eerste lid, b.5), informeert de professioneel aan wie de gegevens worden toegezonden, de organisator over de sluiting van de overeenkomst die tot de totstandbrenging van een pakketreis leidt. De professioneel verschafft de organisator de informatie die nodig is om aan zijn verplichtingen als organisator te voldoen.

Zodra de organisator ervan in kennis is gesteld dat er een pakketreis tot stand is gebracht, verstrekt de organisator aan de reiziger de in artikel 11, 1° tot 8°, bedoelde informatie op een duurzame gegevensdrager.

Art. 13. De in de artikelen 11 en 12 bedoelde informatie wordt op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende manier verstrekt.

Art. 14. Tijdig voor het begin van de pakketreis verstrekt de organisator de reiziger de nodige ontvangstbewijzen, vouchers en vervoerbewijzen, informatie over de geplande vertrektijden en, in voorkomend geval, over de uiterste tijd om in te checken, alsook de geplande tijden van tussenstops, aansluitingen en aankomst.

Afdeling 4. — Bewijslast

Art. 15. De bewijslast voor de naleving van de in dit hoofdstuk neergelegde informatievoorschriften ligt bij de professioneel.

HOOFDSTUK 2. — Overdracht en wijziging van de pakketreisovereenkomst voor het begin van de pakketreis

Afdeling 1. — Overdracht van de pakketreisovereenkomst aan een andere reiziger

Art. 16. De reiziger die de organisator binnen een redelijke termijn vóór het begin van de pakketreis via een duurzame gegevensdrager op de hoogte stelt, kan de pakketreisovereenkomst overdragen aan een

satisfaisant à toutes les conditions applicables à ce contrat. Un préavis adressé au plus tard sept jours avant le début du voyage à forfait est, en tout état de cause, considéré comme raisonnable.

Art. 17. Le cédant du contrat de voyage à forfait et le cessionnaire sont solidairement responsables du paiement du solde du prix ainsi que des frais, redevances ou autres coûts supplémentaires éventuels occasionnés par cette cession. L'organisateur informe le cédant des coûts réels de la cession. Ces coûts ne sont pas déraisonnables et n'excèdent pas le coût effectivement supporté par l'organisateur en raison de la cession du contrat de voyage à forfait.

Art. 18. L'organisateur apporte au cédant du contrat de voyage à forfait la preuve des frais, redevances ou autres coûts supplémentaires occasionnés par la cession du contrat de voyage à forfait.

Section 2. — Modification du prix

Art. 19. Après la conclusion du contrat de voyage à forfait, les prix ne peuvent être majorés que si le contrat prévoit expressément cette possibilité et indique que le voyageur a droit à une réduction du prix en vertu de l'article 22. Dans ce cas, le contrat de voyage à forfait précise de quelle manière la révision du prix est calculée.

Les majorations de prix sont possibles uniquement si elles sont la conséquence directe d'une évolution:

1° du prix du transport de passagers résultant du coût du carburant ou d'autres sources d'énergie, ou

2° du niveau des taxes ou redevances sur les services de voyage compris dans le contrat, imposées par un tiers qui ne participe pas directement à l'exécution du voyage à forfait, y compris les taxes touristiques, les taxes d'atterrissage ou d'embarquement et de débarquement dans les ports et aéroports, ou

3° des taux de change en rapport avec le voyage à forfait.

Art. 20. Si la majoration du prix visée à l'article 19 dépasse 8 % du prix total du voyage à forfait, les articles 25 à 28 s'appliquent.

Art. 21. Indépendamment de son importance, une majoration du prix n'est possible que si l'organisateur la notifie de manière claire et compréhensible au voyageur, en assortissant ladite majoration d'une justification et d'un calcul, sur un support durable, au plus tard vingt jours avant le début du voyage à forfait.

Art. 22. Si le contrat de voyage à forfait prévoit la possibilité d'une majoration du prix, le voyageur a droit à une réduction de prix correspondant à toute baisse des coûts visés à l'article 19, alinéa 2, 1° à 3°, qui intervient après la conclusion du contrat et avant le début du voyage à forfait.

Art. 23. En cas de diminution du prix, l'organisateur a le droit de déduire ses dépenses administratives réelles du remboursement dû au voyageur. À la demande du voyageur, l'organisateur apporte la preuve de ces dépenses administratives.

Section 3. — Modification des autres clauses du contrat de voyage à forfait

Art. 24. L'organisateur ne peut pas, avant le début du voyage à forfait, modifier unilatéralement les clauses du contrat de voyage à forfait autres que le prix conformément aux articles 19 à 23, à moins que:

1° l'organisateur ne se soit réservé ce droit dans le contrat, et

2° la modification ne soit mineure, et

3° l'organisateur n'en informe le voyageur d'une manière claire, compréhensible et apparente sur un support durable.

Art. 25. Si, avant le début du voyage à forfait, l'organisateur se trouve contraint de modifier, de façon significative, une ou plusieurs des caractéristiques principales des services de voyage visées à l'article 5, § 1^{er}, 1°, ou s'il ne peut pas satisfaire aux exigences particulières visées à l'article 11, 1°, ou s'il propose d'augmenter le prix du forfait de plus de 8 % conformément à l'article 20, le voyageur peut, dans un délai raisonnable fixé par l'organisateur:

1° accepter la modification proposée, ou

persoon die voldoet aan alle voorwaarden die voor die overeenkomst gelden. De organisator uiterlijk zeven dagen vóór het begin van de pakketreis op de hoogte stellen wordt in ieder geval als redelijk beschouwd.

Art. 17. Degene die de pakketreisovereenkomst overdraagt, en degene die de overeenkomst overneemt, zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van het nog verschuldigde bedrag en voor eventuele bijkomende vergoedingen, toeslagen en andere kosten die voortvloeien uit de overdracht. De organisator stelt degene die de overeenkomst overdraagt, in kennis van de werkelijke kosten van de overdracht. Deze kosten zijn niet onredelijk en bedragen niet meer dan de werkelijke kosten die voor de organisator voortvloeien uit de overdracht van de pakketreisovereenkomst.

Art. 18. De organisator levert aan degene die de pakketreisovereenkomst overdraagt, de bewijsstukken van de bijkomende vergoedingen, toeslagen en andere kosten die uit de overdracht van de pakketreisovereenkomst voortvloeien.

Afdeling 2. — Prijswijziging

Art. 19. Na de sluiting van de pakketreisovereenkomst kunnen de prijzen alleen worden verhoogd indien de overeenkomst daar uitdrukkelijk in voorziet en vermeldt dat de reiziger op grond van artikel 22 recht heeft op een prijsvermindering. In dat geval wordt in de pakketreisovereenkomst aangegeven hoe de prijsherziening wordt berekend.

Prijsverhogingen zijn alleen toegestaan als rechtstreeks gevolg van veranderingen in:

1° de prijs van passagiersvervoer die is toe te schrijven aan de toegenomen kostprijs van brandstof of van andere energiebronnen, of

2° de hoogte van belastingen of vergoedingen over de in de overeenkomst begrepen reisdiensten, die worden geheven door niet direct bij de uitvoering van de pakketreis betrokken derden, met inbegrip van toeristenbelastingen, landingsrechten en vertrek- of aankomstbelasting in havens en op vliegvelden, of

3° de wisselkoersen die voor de pakketreis van belang zijn.

Art. 20. Indien de in artikel 19 bedoelde prijsverhoging meer dan 8 % van de totaalprijs van de pakketreis bedraagt, zijn de artikelen 25 tot 28 van toepassing.

Art. 21. Ongeacht de omvang ervan is een prijsverhoging alleen mogelijk indien de organisator de reiziger daarvan uiterlijk twintig dagen vóór het begin van de pakketreis via een duurzame gegevensdrager en op een duidelijke en begrijpelijke manier in kennis stelt, met opgave van een motivering voor die prijsverhoging en een berekening.

Art. 22. Indien de pakketreisovereenkomst voorziet in de mogelijkheid van prijsverhogingen, heeft de reiziger recht op een prijsvermindering die overeenstemt met elke daling van de in artikel 19, tweede lid, 1° tot 3°, bedoelde kosten die zich na de sluiting van de overeenkomst en vóór het begin van de pakketreis voordoet.

Art. 23. In geval van een prijsvermindering heeft de organisator het recht de werkelijk gemaakte administratieve kosten af te trekken van de aan de reiziger verschuldigde terugbetaling. Indien de reiziger hierom verzoekt, staat de organisator die administratieve kosten.

Afdeling 3. — Wijziging van andere bepalingen van de pakketreisovereenkomst

Art. 24. De organisator kan de bepalingen van de pakketreisovereenkomst, met uitzondering van prijswijzigingen overeenkomstig de artikelen 19 tot 23, vóór het begin van de pakketreis niet eenzijdig veranderen, tenzij:

1° de organisator zich dit recht in de overeenkomst heeft voorbehouden, en

2° het om een onbeduidende verandering gaat, en

3° de organisator de reiziger daarvan op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende manier via een duurzame gegevensdrager in kennis stelt.

Art. 25. Indien, vóór het begin van de pakketreis, de organisator zich genoodzaakt ziet een van de voornaamste kenmerken van de reisdiensten bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, ingrijpend te wijzigen of niet aan de bijzondere wensen bedoeld in artikel 11, 1°, tegemoet kan komen, of voorstelt de prijs van de pakketreis met meer dan 8 % te verhogen overeenkomstig artikel 20, kan de reiziger binnen een door de organisator bepaalde redelijke termijn:

1° de voorgestelde wijziging aanvaarden, of

2° résilier le contrat sans payer de frais de résiliation.

Si le voyageur résilie le contrat de voyage à forfait, il peut accepter un autre voyage à forfait, si possible de qualité égale ou supérieure, dans le cas où cela est proposé par l'organisateur.

Art. 26. L'organisateur informe le voyageur sans retard excessif, d'une manière claire, compréhensible et apparente, sur un support durable:

1° des modifications visées à l'article 25 et, s'il y a lieu, en application de l'article 27, de leurs répercussions sur le prix du forfait;

2° du délai raisonnable dans lequel il doit communiquer à l'organisateur la décision qu'il prend en application de l'article 25;

3° que s'il n'a pas accepté expressément la modification proposée dans le délai visé au 2°, il est automatiquement mis fin au contrat, et;

4° s'il y a lieu, de l'autre voyage à forfait proposé, ainsi que de son prix.

Art. 27. Lorsque les modifications du contrat de voyage à forfait visées à l'article 25, alinéa 1^{er}, ou le voyage à forfait de substitution visé à l'article 25, alinéa 2, entraînent une baisse de qualité du voyage à forfait ou de son coût, le voyageur a droit à une réduction de prix adéquate.

Art. 28. Si le contrat de voyage à forfait est résilié conformément à l'article 25, alinéa 1^{er}, 2°, ou à l'article 26, 3°, et que le voyageur n'accepte pas d'autre forfait, l'organisateur rembourse tous les paiements effectués par le voyageur ou en son nom sans retard excessif et en tout état de cause au plus tard quatorze jours après la résiliation du contrat. Les articles 48 à 52 s'appliquent mutatis mutandis.

Section 4. — Résiliation du contrat de voyage à forfait

Sous-section 1^{re}. — Résiliation par le voyageur

Art. 29. Le voyageur peut résilier le contrat de voyage à forfait à tout moment avant le début du voyage à forfait. Lorsque le voyageur résilie le contrat de voyage à forfait en vertu du présent article, il peut lui être demandé de payer à l'organisateur des frais de résiliation appropriés et justifiables.

Le contrat de voyage à forfait peut stipuler des frais de résiliation standard raisonnables, calculés en fonction de la date de résiliation du contrat avant le début du voyage à forfait et des économies de coûts et des revenus escomptés du fait d'une remise à disposition des services de voyage concernés.

En l'absence de frais de résiliation standard, le montant des frais de résiliation correspond au prix du voyage à forfait moins les économies de coûts et les revenus réalisés du fait d'une remise à disposition des services de voyage. À la demande du voyageur, l'organisateur justifie le montant des frais de résiliation.

Art. 30. Nonobstant l'article 29, le voyageur a le droit de résilier le contrat de voyage à forfait avant le début du voyage à forfait sans payer de frais de résiliation si des circonstances exceptionnelles et inévitables, survenant au lieu de destination ou à proximité immédiate de celui-ci, ont des conséquences importantes sur l'exécution du voyage à forfait ou sur le transport des passagers vers le lieu de destination. En cas de résiliation du contrat de voyage à forfait en vertu du présent article, le voyageur a droit au remboursement intégral des paiements effectués au titre du voyage à forfait mais pas à un dédommagement supplémentaire.

Sous-section 2. — Résiliation par l'organisateur

Art. 31. § 1^{er}. L'organisateur peut résilier le contrat de voyage à forfait:

1° si le nombre de personnes inscrites pour le voyage à forfait est inférieur au nombre minimal indiqué dans le contrat et que l'organisateur notifie la résiliation du contrat au voyageur dans le délai fixé par le contrat, mais au plus tard:

a) vingt jours avant le début du voyage à forfait dans le cas de voyages dont la durée dépasse six jours;

b) sept jours avant le début du voyage à forfait dans le cas de voyages dont la durée est de deux à six jours;

2° de overeenkomst opzeggen zonder het betalen van een opzegvergoeding.

Indien de reiziger de pakketreisovereenkomst opzegt, kan de reiziger voor een vervangende pakketreis kiezen indien die door de organisator wordt voorgesteld. Indien mogelijk moet deze van gelijkwaardige of hogere kwaliteit zijn.

Art. 26. De organisator stelt de reiziger op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende manier via een duurzame gegevensdrager zonder onnodige vertraging in kennis:

1° van de in artikel 25 voorgestelde wijzigingen en, in voorkomend geval, in overeenstemming met artikel 27, van het effect ervan op de prijs van de pakketreis;

2° van een redelijke termijn waarbinnen hij de organisator in kennis moet stellen van zijn besluit uit hoofde van artikel 25;

3° van de automatische beëindiging van de overeenkomst indien hij de voorgestelde wijziging binnen de in de bepaling onder 2° bedoelde termijn niet uitdrukkelijk aanvaardt;

4° in voorkomend geval, van de voorgestelde vervangende pakketreis en de prijs ervan.

Art. 27. Wanneer de in artikel 25, eerste lid, bedoelde wijzigingen van de pakketreisovereenkomst of de in artikel 25, tweede lid, bedoelde vervangende pakketreis tot gevolg hebben dat de kwaliteit of de kosten van de pakketreis verminderen, heeft de reiziger recht op een passende prijsvermindering.

Art. 28. Indien de pakketreisovereenkomst op grond van artikel 25, eerste lid, 2°, of van artikel 26, 3°, wordt opgezegd en de reiziger geen vervangende pakketreis aanvaardt, betaalt de organisator alle door of namens de reiziger betaalde bedragen zonder onnodige vertraging en in elk geval uiterlijk veertien dagen nadat de overeenkomst is opgezegd, aan de reiziger terug. Artikelen 48 tot 52 zijn van overeenkomstige toepassing.

Afdeling 4. — Opzegging van de pakketreisovereenkomst

Onderafdeling 1. — Opzegging door de reiziger

Art. 29. De reiziger kan te allen tijde de pakketreisovereenkomst opzeggen vóór het begin van de pakketreis. Bij opzegging van de pakketreisovereenkomst door de reiziger uit hoofde van dit artikel kan hij worden verplicht tot betaling van een passende en gerechtvaardigde opzegvergoeding aan de organisator.

In de pakketreisovereenkomst kunnen redelijke gestandaardiseerde opzegvergoedingen worden bepaald op basis van het tijdstip van de opzegging vóór het begin van de pakketreis en de verwachte kostenbesparingen en inkomsten uit alternatief gebruik van de reisdiensten.

Indien er geen gestandaardiseerde opzegvergoedingen zijn vastgesteld, stemt het bedrag van de opzegvergoeding overeen met de prijs van de pakketreis minus de kostenbesparingen en inkomsten uit alternatief gebruik van de reisdiensten. Indien de reiziger hierom verzoekt, verstrekt de organisator een verantwoording van het bedrag van de opzeggingsvergoedingen.

Art. 30. Niettegenstaande artikel 29 heeft de reiziger, indien zich op de plaats van bestemming of in de onmiddellijke omgeving daarvan onvermijdbare en buitengewone omstandigheden voordoen die aanzienlijke gevolgen hebben voor de uitvoering van de pakketreis of die aanzienlijke gevolgen hebben voor het passagiersvervoer naar de plaats van bestemming, het recht de pakketreisovereenkomst vóór het begin van de pakketreis zonder betaling van een opzegvergoeding op te zeggen. In geval van opzegging van de pakketreisovereenkomst op grond van dit artikel heeft de reiziger recht op een volledige terugbetaling van alle voor de pakketreis betaalde bedragen, maar kan hij geen aanspraak maken op een bijkomende schadevergoeding.

Onderafdeling 2. — Opzegging door de organisator

Art. 31. § 1. De organisator kan de pakketreisovereenkomst opzeggen:

1° indien het aantal personen dat zich voor de pakketreis heeft ingeschreven, kleiner is dan het in de overeenkomst vermelde minimumaantal en de reiziger door de organisator van de opzegging van de overeenkomst in kennis wordt gesteld binnen de in de overeenkomst bepaalde termijn, maar uiterlijk:

a) twintig dagen vóór het begin van de pakketreis bij reizen van meer dan zes dagen;

b) zeven dagen vóór het begin van de pakketreis bij reizen van twee tot zes dagen;

c) quarante-huit heures avant le début du voyage à forfait dans le cas de voyages ne durant pas plus de deux jours, ou

2° s'il est empêché d'exécuter le contrat en raison de circonstances exceptionnelles et inévitables et notifie la résiliation du contrat au voyageur sans retard excessif avant le début du voyage à forfait.

§ 2. Lorsque l'organisateur résilie le contrat de voyage à forfait conformément au paragraphe 1^{er}, il rembourse intégralement le voyageur des paiements effectués pour le voyage à forfait, sans être tenu à un dédommagement supplémentaire.

Sous-section 3. — Remboursement par l'organisateur

Art. 32. L'organisateur rembourse au titre de l'article 29 tous les paiements effectués par le voyageur ou en son nom pour le voyage à forfait, le cas échéant diminués des frais de résiliation appropriés.

L'organisateur procède à tous les remboursements requis en vertu des articles 30 et 31.

Les remboursements au profit du voyageur sont effectués sans retard excessif et en tout état de cause dans les quatorze jours au plus tard après la résiliation du contrat de voyage à forfait.

CHAPITRE 3. — Exécution du voyage à forfait

Section 1^{re}. — Responsabilité

Art. 33. L'organisateur est responsable de l'exécution des services de voyage compris dans le contrat de voyage à forfait, indépendamment du fait que ces services doivent être exécutés par lui-même ou par d'autres prestataires de services de voyage.

Lorsque l'organisateur est établi en dehors de l'Espace économique européen, le détaillant établi dans un État membre est soumis aux obligations imposées aux organisateurs en vertu du présent chapitre, sections 1^{re} à 4, sauf s'il apporte la preuve que l'organisateur remplit les conditions énoncées auxdites sections.

Section 2. — Non-conformité

Art. 34. Le voyageur informe l'organisateur, sans retard excessif et eu égard aux circonstances de l'espèce, de toute non-conformité constatée lors de l'exécution d'un service de voyage inclus dans le contrat de voyage à forfait.

Art. 35. Si l'un des services de voyage n'est pas exécuté conformément au contrat de voyage à forfait, l'organisateur remédie à la non-conformité, sauf si cela:

1° est impossible, ou

2° entraîne des coûts disproportionnés, compte tenu de l'importance de la non-conformité et de la valeur des services de voyage concernés.

Si l'organisateur ne remédie pas à la non-conformité conformément au présent article, les articles 47 à 52 s'appliquent.

Art. 36. Sans préjudice des exceptions énoncées à l'article 35, si l'organisateur ne remédie pas à la non-conformité dans un délai raisonnable fixé par le voyageur, celui-ci peut y remédier lui-même et réclamer le remboursement des dépenses nécessaires. Il n'est pas nécessaire que le voyageur précise un délai si l'organisateur refuse de remédier à la non-conformité ou si une solution immédiate est requise.

Art. 37. Lorsqu'une part importante des services de voyage ne peut être fournie comme prévu dans le contrat de voyage à forfait, l'organisateur propose, sans supplément de prix pour le voyageur, d'autres prestations appropriées, si possible de qualité égale ou supérieure à ceux spécifiés dans le contrat, pour la continuation du voyage à forfait, y compris lorsque le retour du voyageur à son lieu de départ n'est pas fourni comme convenu.

Lorsque les autres prestations proposées donnent lieu à un voyage à forfait de qualité inférieure à celle spécifiée dans le contrat de voyage à forfait, l'organisateur octroie au voyageur une réduction de prix appropriée.

Le voyageur ne peut refuser les autres prestations proposées que si elles ne sont pas comparables à ce qui avait été prévu dans le contrat de voyage à forfait ou si la réduction de prix octroyée n'est pas appropriée.

Art. 38. Lorsqu'une non-conformité perturbe considérablement l'exécution d'un voyage à forfait et que l'organisateur n'y remédie pas dans un délai raisonnable fixé par le voyageur, ce dernier peut résilier le

c) achtenveertig uur voor het begin van de pakketreis bij reizen die minder dan twee dagen duren, of

2° indien hij de overeenkomst niet kan uitvoeren als gevolg van onvermijdbare en buitengewone omstandigheden en hij de reiziger er zonder onnodige vertraging en vóór het begin van de pakketreis van in kennis stelt dat de overeenkomst wordt opgezegd.

§ 2. Wanneer de organisator de pakketreisovereenkomst opzegt overeenkomstig paragraaf 1, betaalt hij aan de reiziger alle bedragen die hij voor de pakketreis heeft betaald, volledig terug, zonder een bijkomende schadevergoeding verschuldigd te zijn.

Onderafdeling 3. — Terugbetaling door de organisator

Art. 32. De organisator betaalt bij toepassing van artikel 29 alle bedragen terug die door of namens de reiziger voor de pakketreis zijn betaald, eventueel verminderd met de passende opzegvergoeding.

De organisator verricht alle terugbetalingen die op grond van de artikelen 30 en 31 zijn vereist.

De terugbetalingen worden zonder onnodige vertraging aan de reiziger gedaan en in elk geval uiterlijk binnen veertien dagen na de opzegging van de pakketreisovereenkomst.

HOOFDSTUK 3. — Uitvoering van de pakketreis

Afdeling 1. — Aansprakelijkheid

Art. 33. De organisator is aansprakelijk voor de uitvoering van de reisdiensten die in de pakketreisovereenkomst zijn begrepen, ongeacht of deze diensten door de organisator of door andere reisdienstverleners worden verricht.

Ingeval de organisator buiten de Europese Economische Ruimte is gevestigd, gelden voor de doorverkoper die in een lidstaat is gevestigd de verplichtingen voor organisatoren die zijn vastgelegd in dit hoofdstuk, afdeling 1 tot 4, tenzij de doorverkoper bewijst dat de organisator aan de voorwaarden opgesomd in voornoemde afdelingen voldoet.

Afdeling 2. — Non-conformiteit

Art. 34. De reiziger stelt de organisator zonder onnodige vertraging rekening houdend met de omstandigheden van het geval, in kennis van elke non-conformiteit die hij tijdens de uitvoering van een in de pakketreisovereenkomst opgenomen reisdienst heeft geconstateerd.

Art. 35. Indien een van de reisdiensten niet conform de pakketreisovereenkomst wordt uitgevoerd, verhelpt de organisator aan die non-conformiteit, tenzij dat:

1° onmogelijk is, of

2° onevenredig hoge kosten met zich brengt, rekening houdend met de mate van non-conformiteit en de waarde van de desbetreffende reisdiensten.

Indien de organisator de non-conformiteit overeenkomstig dit artikel niet verhelpt, zijn de artikelen 47 tot 52 van toepassing.

Art. 36. Onverminderd de uitzonderingen in artikel 35, heeft de reiziger, indien de organisator de non-conformiteit niet binnen een door de reiziger bepaalde redelijke termijn verhelpt, de mogelijkheid dit zelf te doen en om terugbetaling van de nodige uitgaven te verzoeken. Het is niet nodig dat de reiziger een termijn bepaalt indien de organisator weigert de non-conformiteit te verhelpen, of indien een onmiddellijke oplossing is vereist.

Art. 37. Indien een aanzienlijk deel van de reisdiensten, waaronder begrepen de terugkeer van de reiziger naar de plaats van vertrek, niet kan worden verricht zoals overeengekomen in de pakketreisovereenkomst, biedt de organisator, zonder bijkomende kosten voor de reiziger, met het oog op de voortzetting van de pakketreis andere geschikte arrangementen aan van, indien mogelijk, gelijkwaardige of hogere kwaliteit dan deze die in de overeenkomst zijn bepaald.

Indien de andere voorgestelde arrangementen leiden tot een pakketreis van lagere kwaliteit dan in de pakketreisovereenkomst is bepaald, kent de organisator aan de reiziger een passende prijsvermindering toe.

De reiziger kan de andere voorgestelde arrangementen slechts afwijzen indien zij niet vergelijkbaar zijn met hetgeen in de pakketreisovereenkomst is afgesproken, of indien de toegekende prijsvermindering ontoereikend is.

Art. 38. Indien de non-conformiteit aanzienlijke gevolgen heeft voor de uitvoering van de pakketreis en de organisator deze niet binnen een door de reiziger bepaalde redelijke termijn heeft verholpen, kan de

contrat de voyage à forfait sans payer de frais de résiliation et demander, le cas échéant, conformément aux articles 47 à 52, une réduction de prix et/ou un dédommagement.

S'il s'avère impossible de proposer d'autres prestations ou si le voyageur refuse les autres prestations proposées conformément à l'article 37, alinéa 3, le voyageur a droit, s'il y a lieu, à une réduction de prix et/ou à un dédommagement conformément aux articles 47 à 52, également sans résiliation du contrat de voyage à forfait.

Si le voyage à forfait comprend le transport de passagers, l'organisateur fournit également au voyageur, dans les cas visés aux alinéas 1^{er} et 2, le rapatriement par un moyen de transport équivalent, sans retard excessif et sans frais supplémentaires pour le voyageur.

Art. 39. Lorsqu'il est impossible, en raison de circonstances exceptionnelles et inévitables, d'assurer le retour du voyageur comme prévu dans le contrat de voyage à forfait, l'organisateur supporte les coûts de l'hébergement nécessaire, si possible de catégorie équivalente, pour une durée maximale de trois nuitées par voyageur. Si des durées plus longues sont prévues par la législation de l'Union européenne sur les droits des passagers applicable aux moyens de transport concernés pour le retour du voyageur, ces durées s'appliquent.

Art. 40. La limitation des coûts visée à l'article 39 ne s'applique pas aux personnes à mobilité réduite, telles que définies à l'article 2, a), du Règlement (CE) n° 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens, aux personnes les accompagnant, aux femmes enceintes, aux mineurs non accompagnés, ni aux personnes nécessitant une assistance médicale spécifique, à condition que l'organisateur ait été prévenu de leurs besoins particuliers au moins quarante-huit heures avant le début du forfait. L'organisateur ne saurait invoquer des circonstances exceptionnelles et inévitables pour limiter la responsabilité au sens de l'article 39 si le prestataire de transport concerné ne peut se prévaloir de telles circonstances en vertu de la législation applicable de l'Union européenne.

Section 3. — Prise de contact

Art. 41. Le voyageur doit pouvoir adresser des messages, demandes ou plaintes en rapport avec l'exécution du voyage à forfait directement au détaillant par l'intermédiaire duquel le voyage à forfait a été acheté. Le détaillant transmet ces messages, demandes ou plaintes à l'organisateur sans retard excessif.

Art. 42. Aux fins du respect des dates butoirs ou des délais de prescription, la date de réception, par le détaillant, des messages, demandes ou plaintes visés à l'article 41 est réputée être la date de leur réception par l'organisateur.

Section 4. — Obligation d'assistance

Art. 43. L'organisateur apporte sans retard excessif une assistance appropriée au voyageur en difficulté, y compris dans les circonstances visées à l'article 39, notamment:

1° en fournissant des informations utiles sur les services de santé, les autorités locales et l'assistance consulaire;

2° en aidant le voyageur à effectuer des communications à distance et à trouver d'autres prestations de voyage.

Art. 44. L'organisateur est en droit de facturer un prix raisonnable pour cette assistance si cette difficulté est causée de façon intentionnelle par le voyageur ou par sa négligence. Le prix facturé ne dépasse en aucun cas les coûts réels supportés par l'organisateur.

Section 5. — Responsabilité en cas d'erreur de réservation

Art. 45. Le professionnel est responsable de toute erreur due à des défauts techniques du système de réservation qui lui est imputable et, s'il a accepté d'organiser la réservation d'un voyage à forfait, il est responsable des erreurs commises au cours de la procédure de réservation.

Art. 46. Un professionnel n'est pas responsable des erreurs de réservation qui sont imputables au voyageur ou qui sont causées par des circonstances exceptionnelles et inévitables.

reiziger de pakketreisovereenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen en, in voorkomend geval, overeenkomstig de artikelen 47 tot 52, om een prijsvermindering en/of een schadevergoeding verzoeken.

Indien er geen andere arrangementen kunnen worden voorgesteld of de reiziger de andere voorgestelde arrangementen overeenkomstig artikel 37, derde lid, verwerpt, heeft de reiziger, in voorkomend geval, ook zonder opzegging van de pakketreisovereenkomst, recht op prijsvermindering en/of schadevergoeding, overeenkomstig de artikelen 47 tot 52.

Indien de pakketreis passagiersvervoer omvat, voorziet de organisator in de in het eerste en tweede lid bedoelde gevallen ook in repatriëring van de reiziger met gelijkwaardig vervoer, zonder onnodige vertraging en zonder bijkomende kosten voor de reiziger.

Art. 39. Indien er, als gevolg van onvermijdbare en buitengewone omstandigheden, niet kan worden gezorgd voor de terugkeer van de reiziger zoals afgesproken in de pakketreisovereenkomst, draagt de organisator de kosten van de nodige accommodatie, indien mogelijk van een gelijkwaardige categorie, voor ten hoogste drie overnachtingen per reiziger. Indien de toepasselijke wetgeving van de Europese Unie inzake passagiersrechten voor het desbetreffende vervoersmiddel voor de terugkeer van de reiziger in langere termijnen voorziet, zijn deze van toepassing.

Art. 40. De beperking van de kosten bedoeld in artikel 39 is niet van toepassing op personen met beperkte mobiliteit in de zin van artikel 2, onder a), van Verordening (EG) nr. 1107/2006 van het Europees parlement en de Raad van 5 juli 2006 inzake de rechten van gehandicapten en personen met beperkte mobiliteit die per luchtvervoer reizen, op personen die hen begeleiden, op zwangere vrouwen, op alleenreizende minderjarigen en op personen die specifieke medische bijstand behoeven, mits de organisator ten minste achtenveertig uur voor het begin van de pakketreis in kennis is gesteld van hun bijzondere behoeften. De organisator mag zich niet beroepen op onvermijdbare en buitengewone omstandigheden om aansprakelijkheid in de zin van artikel 39 te beperken indien de betrokken vervoerder zich daarop krachtens het toepasselijke recht van de Europese Unie niet kan beroepen.

Afdeling 3. — Contactname

Art. 41. De reiziger moet berichten, verzoeken of klachten in verband met de uitvoering van de pakketreis rechtstreeks kunnen richten tot de doorverkoper bij wie hij de pakketreis heeft gekocht. De doorverkoper geeft deze berichten, verzoeken of klachten zonder onnodige vertraging aan de organisator door.

Art. 42. Om te beoordelen of de in de artikel 41 bedoelde berichten, verzoeken of klachten binnen de gestelde termijn of de verjaringstermijn zijn ingediend, wordt de datum van ontvangst door de doorverkoper beschouwd als de datum van ontvangst door de organisator.

Afdeling 4. — Verplichting tot bijstand

Art. 43. De organisator biedt zonder onnodige vertraging passende bijstand aan de reiziger die in moeilijkheden verkeert, waaronder begrepen de in artikel 39 bedoelde omstandigheden, in het bijzonder door:

1° nuttige informatie te verstrekken over medische diensten, plaatselijke autoriteiten en consulaire bijstand;

2° de reiziger te helpen bij het gebruik van communicatie op afstand en bij het vinden van andere reisarrangementen.

Art. 44. Indien de moeilijkheden het gevolg zijn van opzet of nalatigheid van de reiziger, kan de organisator voor deze bijstand een redelijke vergoeding vragen. Die vergoeding bedraagt in geen geval meer dan de werkelijke kosten gedragen door de organisator.

Afdeling 5. — Aansprakelijkheid voor boekingsfouten

Art. 45. De professioneel is aansprakelijk voor elke fout door technische gebreken in het boekingssysteem die aan hem te wijten is en, indien hij heeft aanvaard de boeking van een pakketreis te regelen, is hij aansprakelijk voor fouten die tijdens het boekingsproces worden gemaakt.

Art. 46. Een professioneel is niet aansprakelijk voor boekingsfouten die aan de reiziger te wijten zijn of die door onvermijdbare en buitengewone omstandigheden worden veroorzaakt.

CHAPITRE 4. — Réduction de prix, dédommagement et droit de recours

Section 1^{re}. — Réduction de prix et dédommagement

Art. 47. L'organisateur octroie une réduction de prix ou un dédommagement au voyageur conformément aux dispositions de la présente section.

Lorsque l'organisateur est établi en dehors de l'Espace économique européen, le détaillant est soumis aux obligations imposées aux organisateurs en vertu de la présente section, sauf si le détaillant apporte la preuve que l'organisateur a rempli les obligations y énoncées.

Art. 48. Le voyageur a droit à une réduction de prix appropriée pour toute période de non-conformité des services fournis, sauf si l'organisateur prouve que la non-conformité est imputable au voyageur.

Art. 49. Le voyageur a droit à un dédommagement approprié de la part de l'organisateur pour tout préjudice subi en raison de la non-conformité des services fournis. Le dédommagement est effectué sans retard excessif.

Art. 50. Le voyageur n'a droit à aucun dédommagement si l'organisateur prouve que la non-conformité est due:

1° au voyageur;

2° à un tiers étranger à la fourniture des services de voyage compris dans le contrat de voyage à forfait et revêt un caractère imprévisible ou inévitable, ou

3° à des circonstances exceptionnelles et inévitables.

Art. 51. § 1^{er}. Dans la mesure où des conventions internationales qui lient l'Union européenne circonscrivent les conditions dans lesquelles un dédommagement est dû par un prestataire fournissant un service de voyage qui fait partie d'un voyage à forfait ou limitent l'étendue de ce dédommagement, les mêmes limites s'appliquent à l'organisateur.

§ 2. Dans le cas où des conventions internationales qui ne lient pas l'Union européenne limitent le dédommagement à verser par un prestataire de services, le Roi peut limiter en conséquence le dédommagement à verser par l'organisateur.

§ 3. Dans les autres cas, le contrat de voyage à forfait peut limiter le dédommagement à verser par l'organisateur, pour autant que cette limitation ne s'applique pas aux préjudices corporels ni aux dommages causés intentionnellement ou par négligence et qu'elle ne représente pas moins de trois fois le prix total du voyage à forfait.

Art. 52. § 1^{er}. Le droit à dédommagement ou à réduction de prix prévus par la présente loi ne portent pas atteinte aux droits des voyageurs au titre:

1° du Règlement (CE) n° 261/2004 du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n° 295/91;

2° du Règlement (CE) n° 1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires;

3° du Règlement (CE) n° 392/2009 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relatif à la responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident;

4° du Règlement (UE) n° 1177/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 concernant les droits des passagers voyageant par mer ou par voie de navigation intérieure et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004;

5° du Règlement (UE) n° 181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004;

6° des conventions internationales.

§ 2. Les voyageurs ont le droit d'introduire des réclamations au titre de la présente loi et desdits règlements et conventions internationales. Le dédommagement ou la réduction de prix octroyés en vertu de la présente loi et le dédommagement ou la réduction de prix octroyés en vertu desdits règlements et conventions internationales sont déduits les uns des autres pour éviter toute surcompensation.

HOOFDSTUK 4. — Prijsvermindering, schadevergoeding en verhaalrecht

Afdeling 1. — Prijsvermindering en schadevergoeding

Art. 47. De organisator kent een prijsvermindering of een schadevergoeding toe aan de reiziger overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling.

Ingeval de organisator buiten de Europese Economische Ruimte is gevestigd, gelden voor de doorverkoper de verplichtingen voor organisatoren die zijn vastgelegd in deze afdeling, tenzij de doorverkoper bewijst dat de organisator hieraan voldoet.

Art. 48. De reiziger heeft recht op een passende prijsvermindering voor iedere periode waarin er sprake was van non-conformiteit van de verleende diensten, tenzij de organisator bewijst dat de non-conformiteit aan de reiziger te wijten is.

Art. 49. De reiziger heeft recht op passende schadevergoeding van de organisator voor alle schade die hij oploopt als gevolg van non-conformiteit. De schadevergoeding wordt zonder onnodige vertraging uitbetaald.

Art. 50. De reiziger heeft geen recht op schadevergoeding, indien de organisator aantoonbaar dat de non-conformiteit te wijten is aan:

1° de reiziger;

2° een derde die niet bij de uitvoering van de in de pakketreisovereenkomst begrepen reisdiensten is betrokken, en de non-conformiteit niet kon worden voorzien of voorkomen, of

3° onvermijdbare en buitengewone omstandigheden.

Art. 51. § 1. Voor zover internationale verdragen waarbij de Europese Unie partij is, grenzen stellen aan de voorwaarden waaronder een dienstverlener die een reisdienst verleent die deel uitmaakt van een pakketreis, schadevergoeding moet betalen, of aan de hoogte van die schadevergoeding, gelden die grenzen ook voor de organisator.

§ 2. Voor zover internationale verdragen waarbij de Europese Unie geen partij is, grenzen stellen aan schadevergoedingen die door een dienstverlener moeten worden betaald, kan de Koning grenzen stellen aan de schadevergoeding die door de organisator moet worden betaald.

§ 3. In andere gevallen kan in de pakketreisovereenkomst de schadevergoeding die de organisator moet betalen, worden beperkt, behalve voor persoonlijk letsel of opzettelijk dan wel door nalatigheid veroorzaakte schade, en mits zij ten minste driemaal de totale reissom van de pakketreis bedraagt.

Art. 52. § 1. Het recht op schadevergoeding of prijsvermindering uit hoofde van deze wet laat onverlet de rechten van reizigers uit hoofde van de:

1° Verordening (EG) nr. 261/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels inzake compensatie en bijstand aan luchtreizigers bij instapweigering en annulering of langdurige vertraging van vluchten en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 295/91;

2° Verordening (EG) nr. 1371/2007 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 betreffende de rechten en verplichtingen van reizigers in het treinverkeer;

3° Verordening (EG) nr. 392/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de aansprakelijkheid van vervoerders van passagiers over zee bij ongevallen;

4° Verordening (EU) nr. 1177/2010 van het Europees Parlement en de Raad van 24 november 2010 betreffende de rechten van passagiers die over zee of binnenwateren reizen en houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004;

5° Verordening (EU) nr. 181/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2011 betreffende de rechten van autobus- en touringcarpassagiers en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2006/2004;

6° internationale verdragen.

§ 2. Reizigers hebben het recht krachtens deze wet en die verordeningen en internationale overeenkomsten vorderingen in te dienen. De schadevergoeding of prijsvermindering uit hoofde van deze wet en de uit hoofde van die verordeningen en internationale overeenkomsten toegekende schadevergoeding of prijsvermindering worden met elkaar verrekend om te voorkomen dat te veel schadevergoeding wordt uitgekeerd.

Section 2. — Droit de recours

Art. 53. Lorsqu'un organisateur ou, conformément à l'article 47, un détaillant, verse un dédommagement, accorde une réduction de prix ou s'acquitte des autres obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi, l'organisateur ou le détaillant a le droit de demander réparation à tout tiers ayant contribué au fait à l'origine du dédommagement, de la réduction de prix ou d'autres obligations.

CHAPITRE 5. — Protection contre l'insolvabilité

Section 1^{re}. — Principes

Art. 54. Les organisateurs et les détaillants établis en Belgique fournissent une garantie pour le remboursement de tous les paiements déjà effectués par les voyageurs ou en leur nom dans la mesure où les services concernés ne sont pas exécutés en raison de leur insolvabilité. Si le transport des passagers est inclus dans le contrat de voyage à forfait, les organisateurs et les détaillants fournissent aussi une garantie pour le rapatriement des voyageurs. La continuation du voyage à forfait peut être proposée.

Art. 55. Les organisateurs qui ne sont pas établis dans un État membre et qui vendent ou offrent en vente des voyages à forfait en Belgique ou qui dirigent par tout moyen ces activités vers la Belgique sont tenus de fournir la garantie visée à l'article 54, conformément aux modalités prévues à l'article 60.

Art. 56. La garantie visée aux articles 54 et 55, est effective et couvre les coûts raisonnablement prévisibles. Elle couvre également les montants des paiements effectués par les voyageurs ou en leur nom en ce qui concerne les voyages à forfait, compte tenu du laps de temps entre les paiements de l'acompte et du solde, et l'exécution des voyages à forfait, ainsi que les coûts estimés de rapatriement en cas d'insolvabilité de l'organisateur ou du détaillant.

Art. 57. La protection contre l'insolvabilité de l'organisateur et du détaillant bénéficie aux voyageurs quels que soient leur lieu de résidence, le lieu de départ ou le lieu de vente du forfait et indépendamment de l'État membre où l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité est située.

Art. 58. Lorsque l'exécution du voyage à forfait est affectée par l'insolvabilité de l'organisateur ou du détaillant, la garantie est activée gratuitement pour assurer le rapatriement et, si nécessaire, le financement de l'hébergement avant le rapatriement.

Art. 59. Pour les services de voyage qui n'ont pas été exécutés, le remboursement est effectué sans retard excessif après que le voyageur en a fait la demande.

Art. 60. Le Roi détermine la forme et les conditions auxquelles ces garanties doivent répondre.

Section 2. — Reconnaissance mutuelle et coopération administrative

Art. 61. Toute protection contre l'insolvabilité qu'un organisateur fournit conformément aux mesures de l'État membre où il a son établissement est reconnue comme conforme aux articles 54 à 60.

Art. 62. Le ministre ayant l'Economie dans ses attributions désigne le point de contact central destiné à faciliter la coopération administrative et la surveillance des organisateurs et des détaillants qui exercent leurs activités dans différents États membres.

Art. 63. Le point de contact central met à disposition toutes les informations nécessaires sur les exigences de ou en vertu de la loi en matière de protection contre l'insolvabilité et sur l'identité de l'entité ou des entités chargées de la protection en question pour des organisateurs et des détaillants déterminés établis sur le territoire belge. Ce point de contact accorde aux points de contact des États membres l'accès à tout registre disponible des organisateurs et des détaillants qui se conforment à leurs obligations de protection contre l'insolvabilité. Un tel registre est accessible au public, y compris en ligne.

Art. 64. Le point de contact central répond aux demandes des autres États membres, concernant la protection contre l'insolvabilité d'un organisateur ou d'un détaillant, le plus rapidement possible en fonction de l'urgence et de la complexité de la question. Dans tous les cas, une première réponse est envoyée au plus tard dans les quinze jours ouvrables suivant la réception de la demande.

Afdeling 2. — Verhaalrecht

Art. 53. Wanneer een organisator of, overeenkomstig artikel 47, een doorverkoper een schadevergoeding betaalt, een prijsvermindering toekent of aan andere uit deze wet voortvloeiende en voor hem geldende verplichtingen voldoet, heeft hij het recht om verhaal te halen op derden die hebben bijgedragen aan de gebeurtenis die heeft geleid tot de schadevergoeding, prijsvermindering of andere verplichtingen.

HOOFDSTUK 5. — Bescherming bij insolventie

Afdeling 1. — Principes

Art. 54. De in België gevestigde organisatoren en doorverkopers stellen zekerheid voor de terugbetaling van alle reeds door of namens reizigers betaalde bedragen voor zover de desbetreffende diensten als gevolg van hun insolventie niet worden verricht. Indien passagiersvervoer in de pakketreisovereenkomst is inbegrepen, stellen de organisatoren en de doorverkopers ook zekerheid voor de repatriëring van de reizigers. Er kan worden aangeboden de pakketreis voort te zetten.

Art. 55. De organisatoren die niet in een lidstaat gevestigd zijn en pakketreizen verkopen of te koop aanbieden in België, of die dergelijke activiteiten op enigerlei wijze op België richten, zijn verplicht de in artikel 54 bedoelde zekerheid te stellen, overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij artikel 60.

Art. 56. De in de artikelen 54 en 55 bedoelde zekerheid is afdoende en dekt redelijkerwijs de voorzienbare kosten. Zij dekt tevens de in verband met pakketreizen door of namens reizigers betaalde bedragen, rekening houdend met de duur van de periode tussen de aanbidding en de definitieve betaling, en de volledige uitvoering van de pakketreizen, alsmede de geraamde kosten voor repatriëring in geval van insolventie van de organisator of de doorverkoper.

Art. 57. De bescherming bij insolventie van een organisator en een doorverkoper komt ten goede aan reizigers ongeacht hun woonplaats, de plaats van vertrek of de plaats van verkoop van de pakketreis, en ongeacht de lidstaat waar de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, is gevestigd.

Art. 58. Indien de uitvoering van de pakketreis wordt beïnvloed door de insolventie van de organisator of van de doorverkoper, wordt de zekerheid kosteloos ter beschikking gesteld om repatriëring te verzekeren en, indien nodig, de financiering van accommodatie in afwachting van de repatriëring.

Art. 59. Voor niet-uitgevoerde reisdiensten worden terugbetalingen op verzoek van de reiziger zonder onnodige vertraging verricht.

Art. 60. De Koning bepaalt de vorm en de voorwaarden waaraan deze zekerheden moeten voldoen.

Afdeling 2. — Wederzijdse erkenning en administratieve samenwerking

Art. 61. Elke bescherming bij insolventie die een organisator biedt, overeenkomstig het recht van de lidstaat waar hij zijn vestiging heeft, wordt erkend als in overeenstemming met de artikelen 54 tot 60.

Art. 62. De minister bevoegd voor Economie duidt een centraal contactpunt aan om de administratieve samenwerking en het toezicht op organisatoren en doorverkopers die actief zijn in verschillende lidstaten, te vergemakkelijken.

Art. 63. Het centrale contactpunt stelt alle nodige informatie beschikbaar over de bij of krachtens de wet gestelde eisen voor bescherming bij insolventie en de entiteit of entiteiten die instaan voor de bescherming bij insolventie voor specifieke organisatoren en doorverkopers die op het Belgische grondgebied zijn gevestigd. Dat contactpunt biedt aan de contactpunten van de lidstaten toegang tot alle beschikbare overzichten van organisatoren en doorverkopers die voldoen aan hun verplichtingen op het gebied van bescherming bij insolventie. Dergelijke overzichten zijn openbaar toegankelijk, ook online.

Art. 64. Het centrale contactpunt beantwoordt verzoeken van andere lidstaten, in verband met de bescherming bij insolventie die een organisator of een doorverkoper biedt, zo spoedig mogelijk, rekening houdend met de urgentie en complexiteit van de aangelegenheid. Een eerste antwoord wordt in elk geval niet later dan vijftien werkdagen na de ontvangst van het verzoek gegeven.

TITRE 4. — Prestations de voyages liées**CHAPITRE 1^{er}. — Protection contre l'insolvabilité et obligations d'information**

Art. 65. Les professionnels facilitant les prestations de voyage liées fournissent une garantie pour le remboursement de tous les paiements qu'ils reçoivent de la part des voyageurs dans la mesure où le service de voyage qui fait partie d'une prestation de voyage liée n'est pas exécuté en raison de leur insolvabilité. Si ces professionnels sont la partie responsable du transport des passagers, la garantie couvre aussi le rapatriement des voyageurs. Les articles 55 à 64 s'appliquent mutatis mutandis.

Art. 66. Avant que le voyageur ne soit lié par un contrat conduisant à l'élaboration d'une prestation de voyage liée, le professionnel facilitant les prestations de voyage liées, y compris s'il n'est pas établi dans un État membre mais dirige par tout moyen ces activités vers la Belgique, mentionne de façon claire, compréhensible et apparente que le voyageur:

1° ne bénéficiera d'aucun des droits applicables exclusivement aux voyages à forfait au titre de la présente loi et que chaque prestataire de service sera seulement responsable de la bonne exécution contractuelle de son service, et

2° bénéficiera d'une protection contre l'insolvabilité conformément à l'article 65.

Afin de se conformer au présent article, le professionnel facilitant une prestation de voyage liée fournit ces informations au voyageur au moyen du formulaire standard correspondant figurant à l'annexe II ou, si le type particulier de prestation de voyage liée ne correspond à aucun des formulaires figurant dans ladite annexe, il fournit les informations qui y figurent.

Art. 67. Lorsque le professionnel facilitant les prestations de voyage liées ne s'est pas conformé aux exigences visées aux articles 65 et 66, les droits et obligations visés aux articles 16 à 18, 29 à 32, 33, alinéa 1^{er}, 34 à 44 et 47 à 52 s'appliquent en ce qui concerne les services de voyage compris dans la prestation de voyage liée.

Art. 68. Lorsqu'une prestation de voyage liée résulte de la conclusion d'un contrat entre un voyageur et un professionnel qui ne facilite pas la prestation de voyage liée, ce professionnel informe le professionnel qui facilite la prestation de voyage liée de la conclusion du contrat concerné.

CHAPITRE 2. — Responsabilité en cas d'erreur de réservation

Art. 69. Le professionnel est responsable de toute erreur due à des défauts techniques du système de réservation qui lui est imputable et, s'il a accepté d'organiser la réservation de services de voyage qui font partie de prestations de voyage liées, il est responsable des erreurs commises au cours de la procédure de réservation.

Art. 70. Un professionnel n'est pas responsable des erreurs de réservation qui sont imputables au voyageur ou qui sont causées par des circonstances exceptionnelles et inévitables.

TITRE 5. — Vente de services de voyage

Art. 71. Sans préjudice des obligations d'information visées au livre VI du Code de droit économique, l'organisateur ou le détaillant qui vend séparément en tant qu'intermédiaire un des services de voyage visé à l'article 2, 1°, informe le voyageur, avant qu'il ne soit lié par un contrat de service de voyage, de façon claire, compréhensible et apparente:

1° de la protection dont il bénéficie en cas d'insolvabilité, conformément à l'article 72;

2° du nom de l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité et ses coordonnées, dont son adresse géographique et, le cas échéant, le nom de l'autorité compétente désignée par l'État membre concerné à cette fin et ses coordonnées.

Art. 72. L'organisateur ou le détaillant qui vend séparément en tant qu'intermédiaire des services de voyage, fournit une garantie pour le remboursement de tous les paiements qu'il reçoit de la part des voyageurs ou en leur nom, pour le cas où le service de voyage concerné n'est pas fourni en raison de son insolvabilité.

Art. 73. Pour les services de voyage qui n'ont pas été exécutés, les remboursements sont effectués sans retard excessif après que le voyageur en a fait la demande.

TITEL 4. — Gekoppelde reisarrangementen**HOOFDSTUK 1. — Bescherming bij insolventie en informatieverplichtingen**

Art. 65. Professionelen die gekoppelde reisarrangementen faciliteren, stellen zekerheid voor de terugbetaling van alle bedragen die zij ontvangen van reizigers, voor zover een reisdienst, die deel uitmaakt van een gekoppeld reisarrangement ten gevolge van hun insolventie niet wordt verleend. Indien deze professionelen de partij zijn die voor het passagiersvervoer verantwoordelijk is, dekt de zekerheid ook de repatriëring van de reiziger. De artikelen 55 tot 64 zijn van overeenkomstige toepassing.

Art. 66. Alvorens de reiziger wordt gebonden door een overeenkomst die leidt tot de totstandkoming van een gekoppeld reisarrangement, wijst de professioneel die een gekoppeld reisarrangement faciliteert, ook indien hij niet in een lidstaat is gevestigd maar dergelijke activiteiten op enigerlei wijze op België richt, op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende wijze op het volgende:

1° de reiziger kan geen aanspraak maken op de rechten die uitsluitend gelden voor pakketreizen uit hoofde van deze wet, en elke dienstverlener is uitsluitend aansprakelijk voor de goede contractuele uitvoering van zijn eigen diensten, en

2° de reiziger kan aanspraak maken op bescherming bij insolventie in overeenstemming met artikel 65.

Om aan dit artikel te voldoen, verstrekt de professioneel die gekoppelde reisarrangementen faciliteert die informatie aan de reiziger door middel van het desbetreffende standaardformulier opgenomen in bijlage II, of, indien een bepaalde soort gekoppeld reisarrangement niet in de in die bijlage vervatte formulieren is terug te vinden, de daarin opgenomen informatie.

Art. 67. Indien de professioneel die gekoppelde reisarrangementen faciliteert, de bepalingen van de artikelen 65 en 66 niet naleeft, zijn de rechten en verplichtingen zoals bedoeld in de artikelen 16 tot 18, 29 tot 32, 33, eerste lid, 34 tot 44 en 47 tot 52 van toepassing op de reisdiensten die deel uitmaken van het gekoppeld reisarrangement.

Art. 68. Indien een gekoppeld reisarrangement tot stand komt door de sluiting van een overeenkomst tussen een reiziger en een professioneel die niet de professioneel is die het gekoppeld reisarrangement faciliteert, stelt die professioneel de professioneel die het gekoppeld reisarrangement faciliteert in kennis van de sluiting van de betrokken overeenkomst.

HOOFDSTUK 2. — Aansprakelijkheid voor boekingsfouten

Art. 69. De professioneel is aansprakelijk voor elke fout door technische gebreken in het boekingsstelsel die aan hem te wijten is, en, indien hij heeft aanvaard de boeking van reisdiensten die deel uitmaken van een gekoppeld reisarrangement te regelen, is hij aansprakelijk voor fouten die tijdens het boekingsproces worden gemaakt.

Art. 70. Een professioneel is niet aansprakelijk voor boekingsfouten die aan de reiziger te wijten zijn of die door onvermijdbare en buitengewone omstandigheden worden veroorzaakt.

TITEL 5. — Verkoop van reisdiensten

Art. 71. Onverminderd de informatieverplichtingen bedoeld in boek VI van het Wetboek van economisch recht, verstrekt de organisator of de doorverkoper die als tussenpersoon afzonderlijk een van de reisdiensten, bedoeld in artikel 2, 1°, verkoopt, aan de reiziger, voordat deze is gebonden door een reisdienstovereenkomst, op een duidelijke, begrijpelijke en in het oog springende manier informatie over:

1° de bescherming waarop hij aanspraak kan maken in geval van insolventie, in overeenstemming met artikel 72;

2° de naam van de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, en haar contactgegevens, met inbegrip van het geografische adres, en, indien van toepassing, de bevoegde autoriteit die daarvoor door de betrokken lidstaat is aangewezen en haar contactgegevens.

Art. 72. De organisator of de doorverkoper die als tussenpersoon afzonderlijke reisdiensten verkoopt, stelt een zekerheid voor de terugbetaling van alle bedragen die hij ontvangt van of namens de reizigers, voor het geval dat de desbetreffende reisdienst ten gevolge van zijn insolventie niet wordt verleend.

Art. 73. Voor niet-uitgevoerde reisdiensten worden terugbetalingen op verzoek van de reiziger zonder onnodige vertraging verricht.

Art. 74. Le Roi détermine la forme et les conditions auxquelles cette garantie doit répondre.

TITRE 6. — *Caractère impératif de la loi*

Art. 75. Les voyageurs ne peuvent renoncer aux droits qui leur sont conférés par la présente loi.

Les dispositions contractuelles ou les déclarations faites par le voyageur qui, directement ou indirectement, constituent une renonciation aux droits conférés aux voyageurs par la présente loi, ou une restriction à ces droits, ou qui visent à éviter l'application de la présente loi, sont nulles de plein droit.

Art. 76. La déclaration d'un organisateur de voyage à forfait ou d'un professionnel facilitant une prestation de voyage liée mentionnant qu'il agit exclusivement en qualité de prestataire d'un service de voyage, d'intermédiaire ou en tout autre qualité, ou qu'un forfait ou une prestation de voyage liée ne constitue pas un forfait ou une prestation de voyage liée, ne libère pas ledit organisateur ou professionnel des obligations qui lui sont imposées par la présente loi.

TITRE 7. — *Actions en justice et sanctions*

CHAPITRE 1^{er}. — *Des actions en justice*

Art. 77. Le délai de prescription pour l'introduction des réclamations au titre de la présente loi est de deux ans.

Ce délai prend cours à la date à laquelle le contrat prévoit que prend fin le voyage à forfait ou la prestation de voyage liée.

CHAPITRE 2. — *L'action en cessation*

Art. 78. Le président du tribunal de commerce constate l'existence et ordonne la cessation des actes, même pénalement réprimés, constituant une infraction aux dispositions de la présente loi. Les dispositions du titre 1^{er} du livre XVII du Code de droit économique relatif à l'action en cessation sont applicables à la présente loi.

CHAPITRE 3. — *Les sanctions pénales*

Art. 79. Sont punis d'une amende pénale de 26 à 25.000 euros ceux qui commettent une infraction aux articles 5 à 15, 19 à 23, 32, 45, 66 à 69, 71, 75 et 76.

Sont punis d'une amende pénale de 26 à 50.000 euros, ceux qui commettent une infraction aux articles 54 à 60, 65 et 72.

Art. 80. En cas de récidive dans les cinq ans à dater d'une condamnation coulée en force de chose jugée du chef de la même infraction, le maximum des amendes est porté au double.

Art. 81. Sont punis d'une amende de 26 à 25.000 euros ceux qui, de mauvaise foi, commettent une infraction aux dispositions de la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, à l'exception de celles visées aux articles 61 à 64 et 79.

CHAPITRE 4. — *De la recherche et de la constatation des infractions*

Art. 82. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de police de la police locale et fédérale, les agents désignés par le ministre ayant l'Économie dans ses attributions sont compétents pour rechercher et constater les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution.

§ 2. La recherche et la constatation des infractions visées par la présente loi se font conformément aux dispositions du livre XV, titre 1^{er}, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

§ 3. Le procès-verbal établi par ces agents fait foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 4. Une copie de ce procès-verbal est envoyée dans les trente jours suivant la constatation de l'infraction au contrevenant par envoi recommandé avec accusé de réception ou lui est remise en mains propres. Le procès-verbal peut également être communiqué par fax ou par courrier électronique. Si cette communication par fax ou par courrier électronique n'est suivie d'aucune réaction, elle sera envoyée par envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 5. Dans l'exercice de leur fonction, les agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent exiger l'aide des services de police.

Art. 83. § 1^{er}. Lorsqu'il est établi qu'un acte constitue une infraction à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, les agents visés à l'article 82, § 1^{er}, peuvent adresser un avertissement au contrevenant le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

Art. 74. De Koning bepaalt de vorm en de voorwaarden waaraan deze zekerheid moet voldoen.

TITEL 6. — *Dwingend karakter van de wet*

Art. 75. Reizigers kunnen geen afstand doen van de rechten die zij genieten uit hoofde van deze wet.

Contractuele regelingen of verklaringen van een reiziger die direct of indirect inhouden dat hij afstand doet van de rechten die hij uit hoofde van deze wet geniet, of dat deze rechten worden beperkt, of die bedoeld zijn om de toepassing van deze wet te ontduiken, zijn van rechtswege nietig.

Art. 76. Een verklaring van een organisator van een pakketreis of van een professioneel die een gekoppeld reisarrangement faciliteert, die inhoudt dat hij uitsluitend optreedt als reisdienstverlener, als tussenpersoon of in een andere hoedanigheid, of dat een pakketreis of gekoppeld reisarrangement geen pakketreis of gekoppeld reisarrangement is, ontslaat deze organisator of professioneel niet van de verplichtingen die krachtens deze wet op hem rusten.

TITEL 7. — *Vorderingen in rechte en sancties*

HOOFDSTUK 1. — *Vorderingen in rechte*

Art. 77. De verjaringstermijn voor het indienen van vorderingen op grond van deze wet is twee jaar.

Deze verjaringstermijn begint te lopen vanaf de datum die in de overeenkomst is bepaald voor het einde van de pakketreis of het gekoppeld reisarrangement.

HOOFDSTUK 2. — *Vordering tot staking*

Art. 78. De voorzitter van de rechtbank van koophandel stelt het bestaan vast en beveelt de staking van zelfs onder het strafrecht vallende daden die een inbreuk op de bepalingen van deze wet uitmaken. De bepalingen van titel 1 van boek XVII van het Wetboek van economisch recht betreffende de vordering tot staking zijn op deze wet van toepassing.

HOOFDSTUK 3. — *Strafrechtelijke sancties*

Art. 79. Zij die de bepalingen overtreden van de artikelen 5 tot 15, 19 tot 23, 32, 45, 66 tot 69, 71, 75 en 76 worden gestraft met een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 25 000 euro.

Zij die de bepalingen overtreden van de artikelen 54 tot 60, 65 en 72 worden gestraft met een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 50.000 euro.

Art. 80. In geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk, worden de maxima van de geldboeten verdubbeld.

Art. 81. Met een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 25.000 euro worden gestraft, zij die te kwader trouw de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten overtreden, met uitzondering van die welke bedoeld zijn in de artikelen 61 tot 64 en 79.

HOOFDSTUK 4. — *De opsporing en vaststelling van inbreuken*

Art. 82. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de politieambtenaren van de lokale en federale politie, zijn de door de minister bevoegd voor Economie aangestelde ambtenaren bevoegd om de inbreuken op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten op te sporen en vast te stellen.

§ 2. De opsporing en vaststelling van inbreuken bedoeld in deze wet gebeuren overeenkomstig de bepalingen van boek XV, titel 1, hoofdstuk 1, van het Wetboek van economisch recht.

§ 3. Het door deze ambtenaren opgesteld proces-verbaal heeft bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

§ 4. Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen dertig dagen na vaststelling van de inbreuk aan de overtreder bij aangetekende zending met ontvangstmelding betekend of hem overhandigd. Het proces-verbaal kan ook per fax of elektronische post worden meegeedeeld. Indien geen reactie volgt op de mededeling per fax of elektronische post wordt deze via aangetekende zending met ontvangstmelding opgestuurd.

§ 5. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de politiediensten vorderen.

Art. 83. § 1. Wanneer is vastgesteld dat een handeling een inbreuk op deze wet en haar uitvoeringsbesluiten vormt, kunnen de ambtenaren bedoeld in artikel 82, § 1, een waarschuwing richten tot de overtreder waarbij die tot stopzetting van de handeling wordt aangeklaamd.

L'avertissement est porté à la connaissance du contrevenant dans un délai de trente jours à dater du jour suivant la constatation des faits par envoi recommandé avec accusé de réception ou lui est remis en mains propres. L'avertissement peut également être communiqué par fax ou par courrier électronique. Si cette communication par fax ou par courrier électronique n'est suivie d'aucune réaction, il sera envoyé par envoi recommandé avec accusé de réception.

Lorsque le contrevenant ne peut pas être identifié le jour de l'infraction, le délai de trente jours commence à courir le jour où les agents visés à l'article 82 ont pu identifier avec certitude le contrevenant présumé.

L'avertissement mentionne:

1° les faits imputés et la ou les dispositions réglementaires ou légales enfreintes;

2° le délai endéans lequel il doit être mis fin aux faits communiqués;

3° que, si aucune suite n'a été donnée à l'avertissement, soit le procureur du Roi en sera informé, soit la procédure de transaction visée à l'article 84 sera appliquée;

4° que l'engagement du contrevenant de mettre fin à l'infraction peut être rendu public.

§ 2. En cas d'application du paragraphe 1^{er}, le procès-verbal ne sera envoyé au procureur du Roi que si aucune suite n'a été donnée à l'avertissement dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, 2°, et qu'aucune application n'a été faite de la procédure de transaction visée à l'article 84.

§ 3. Les agents visés à l'article 82 peuvent rendre public le fait qu'une entreprise se soit engagée à mettre fin à l'infraction visée par la présente loi.

Art. 84. § 1^{er}. Quand les agents visés à l'article 82, § 1^{er}, constatent des infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution, les agents désignés par le ministre ayant l'Economie dans ses attributions peuvent proposer une somme dont le paiement volontaire par le contrevenant éteint l'action publique.

Dans ce cas, le contrevenant reçoit la possibilité de consulter préalablement chaque procès-verbal qui constate une infraction faisant l'objet de la proposition et de s'en faire remettre une copie.

Les tarifs et les modalités de paiement et de perception de cette transaction sont arrêtés par le Roi.

La somme visée à l'alinéa 1^{er} ne peut pas être supérieure au montant maximum de l'amende pénale pouvant être infligée pour l'infraction constatée, augmentée des décimes additionnels.

§ 2. En cas d'application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas donné suite à la proposition de transaction ou n'a pas payé la somme d'argent proposée dans le délai fixé.

§ 3. Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique sauf si auparavant, une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou si le tribunal a été saisi du fait. Dans ces cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.

Art. 85. A l'expiration d'un délai de dix jours à compter du prononcé, le greffier du tribunal ou de la cour est tenu de porter gratuitement à la connaissance du ministre, par lettre ordinaire ou par voie électronique, tout jugement ou arrêt faisant application d'une disposition de la présente loi.

TITRE 8. — Dispositions finales

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions abrogatoires

Art. 86. Sont abrogés:

1° la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages;

2° l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 déterminant les conditions de l'assurance de la responsabilité professionnelle des organisateurs et intermédiaires de voyages envers les voyageurs;

3° l'arrêté royal du 11 juillet 2003 portant fixation de règles particulières en matière d'indication du prix dans le secteur du voyage;

De waarschuwing wordt de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van dertig dagen volgend op de dag van de vaststelling van de feiten, bij aangetekende zending met ontvangstmelding of door de overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal van waarschuwing. De waarschuwing kan ook per fax of elektronische post worden meegedeeld. Indien geen reactie volgt op de waarschuwing per fax of elektronische post wordt deze via aangetekende zending met ontvangstmelding opgestuurd.

Wanneer de overtreder niet kan worden geïdentificeerd op de dag van de inbreuk begint de termijn van dertig dagen te lopen op de dag waarop de ambtenaren bedoeld in artikel 82 de vermoedelijke overtreder van de inbreuk met zekerheid konden identificeren.

De waarschuwing vermeldt:

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wettelijke of reglementaire bepaling of bepalingen;

2° de termijn waarbinnen voormelde feiten dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, ofwel de procureur des Konings zal worden ingelicht ofwel de transactieprocedure bedoeld in artikel 84 zal worden toegepast;

4° dat de toezegging van de overtreder om de inbreuk stop te zetten, openbaar kan worden gemaakt.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1, wordt het proces-verbaal pas bezorgd aan de procureur des Konings, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven binnen de in paragraaf 1, vierde lid, 2°, bedoelde termijn en er geen toepassing wordt gemaakt van de transactieprocedure bedoeld in artikel 84.

§ 3. De ambtenaren bedoeld in artikel 82 kunnen openbaar maken dat een onderneming heeft toegezegd om een in deze wet bedoelde inbreuk stop te zetten.

Art. 84. § 1. Wanneer de in artikel 82, § 1, bedoelde ambtenaren inbreuken op deze wet of haar uitvoeringsbesluiten vaststellen, kunnen de door de minister bevoegd voor Economie aangestelde ambtenaren een som voorstellen, waarvan de vrijwillige betaling door de overtreder de strafvordering doet vervallen.

In dat geval krijgt de overtreder de mogelijkheid om elk proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk waarop het voorstel betrekking heeft vooraf in te zien en zich daarvan een afschrift te doen afgeven.

De tarieven alsook de betalings- en inningswijzen van deze transactie worden door de Koning vastgesteld.

De geldsom bedoeld in het eerste lid mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de strafrechtelijke geldboete die wegens de vastgestelde inbreuk kan worden opgelegd, verhoogd met de opdecimen.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1, eerste lid, wordt het proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings als de overtreder niet is ingegaan op het voorstel tot transactie of de voorgestelde geldsom niet heeft betaald binnen de daarvoor bepaalde termijn.

§ 3. De binnen de aangegeven termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen, behalve indien tevoren een klacht gericht werd aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter verzocht werd een onderzoek in te stellen of indien het feit bij een rechtbank aanhangig gemaakt werd. In deze gevallen worden de betaalde bedragen aan de overtreder teruggestort.

Art. 85. Na het verstrijken van een termijn van tien dagen na de uitspraak, is de griffier van de rechtbank of van het hof ertoe gehouden de minister elk vonnis of arrest waarbij toepassing is gemaakt van een bepaling van deze wet gratis ter kennis te brengen bij gewone brief of op elektronische wijze.

TITEL 8. — Slotbepalingen

HOOFDSTUK 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 86. Worden opgeheven:

1° de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling;

2° het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de voorwaarden van de verzekering van de professionele aansprakelijkheid van de reisorganisatoren en de reisbemiddelaars jegens de reizigers;

3° het koninklijk besluit van 11 juli 2003 houdende vaststelling van bijzondere regels inzake prijsaanduiding in de reizensector;

4° l'arrêté ministériel du 19 septembre 1994 désignant les agents compétents pour rechercher et constater les infractions à la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages.

CHAPITRE 2. — *Disposition transitoire*

Art. 87. L'arrêté royal du 25 avril 1997 portant exécution de l'article 36 de la loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyage reste en vigueur jusqu'à son abrogation ou son remplacement par un arrêté pris en exécution de la présente loi.

CHAPITRE 3. — *Entrée en vigueur*

Art. 88. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018. Elle s'applique aux contrats conclus à partir de cette date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————
Note

Chambre des représentants:

(www.lachambre.be)

Documents : 54-2653 (2016/2017).

Compte rendu intégral : 9 novembre 2017.

ANNEXE I

Partie A

Formulaire d'information standard pour les contrats de voyage à forfait lorsque l'utilisation d'hyperliens est possible

La combinaison de services de voyage qui vous est proposée est un voyage à forfait au sens de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Vous bénéficierez donc de tous les droits octroyés par l'Union européenne applicables aux voyages à forfait. L'entreprise/les entreprises XY sera/seront entièrement responsable(s) de la bonne exécution du voyage à forfait dans son ensemble.

En outre, comme l'exige la loi, l'entreprise/les entreprises XY dispose/disposent d'une protection afin de rembourser vos paiements et, si le transport est compris dans le voyage à forfait, d'assurer votre rapatriement au cas où elle(s) deviendrai(en)t insolvable(s).

Pour plus d'informations sur les droits essentiels au titre de la directive (UE) 2015/2302 [à fournir sous forme d'hyperlien].

En cliquant sur l'hyperlien, le voyageur recevra les informations suivantes :

Droits essentiels au titre de la directive (UE) 2015/2302.

- Les voyageurs recevront toutes les informations essentielles sur le voyage à forfait avant de conclure le contrat de voyage à forfait.

- Il y a toujours au moins un professionnel qui est responsable de la bonne exécution de tous les services de voyage compris dans le contrat.

- Les voyageurs reçoivent un numéro de téléphone d'urgence ou les coordonnées d'un point de contact leur permettant de joindre l'organisateur ou l'agent de voyages.

- Les voyageurs peuvent céder leur voyage à forfait à une autre personne, moyennant un préavis raisonnable et éventuellement sous réserve de payer des frais supplémentaires.

- Le prix du voyage à forfait ne peut être augmenté que si des coûts spécifiques augmentent (par exemple, les prix des carburants) et si cette possibilité est explicitement prévue dans le contrat, et ne peut en tout cas pas être modifié moins de vingt jours avant le début du forfait. Si la

4° het ministerieel besluit van 19 september 1994 waarbij de ambtenaren aangewezen worden om de inbreuken op de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling, op te sporen en vast te stellen.

HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepaling*

Art. 87. Het koninklijk besluit van 25 april 1997 tot uitvoering van artikel 36 van de wet van 16 februari 1994 tot regeling van het contract tot reisorganisatie en reisbemiddeling, blijft van kracht totdat het wordt opgeheven of vervangen door een besluit ter uitvoering van deze wet genomen.

HOOFDSTUK 3. — *Inwerkingtreding*

Art. 88. Deze wet treedt in werking op 1 juli 2018. Ze is van toepassing op overeenkomsten gesloten vanaf die datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 november 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers :

(www.dekamer.be)

Stukken : 54-2653 (2016/2017).

Integraal Verslag : 9 november 2017.

BIJLAGE 1

Deel A

Standaardinformatieformulier voor pakketreisovereenkomsten indien het gebruik van hyperlinks mogelijk is

De combinatie van reisdiensten die u wordt aangeboden, is een pakketreis in de zin van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Bijgevolg kunt u aanspraak maken op alle EU-rechten die voor pakketreizen gelden. Onderneming XY/Ondernemingen XY is/zijn ten volle verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de volledige pakketreis.

Onderneming XY/Ondernemingen XY beschikt/beschikken ook over de wettelijke verplichte bescherming om u terug te betalen en, indien het vervoer in de pakketreis is inbegrepen, te repatriëren ingeval zij insolvent wordt/worden.

Meer informatie over basisrechten krachtens Richtlijn (EU) 2015/2302 [te verstrekken in de vorm van een hyperlink].

De reiziger krijgt de volgende informatie te zien door de hyperlink aan te klikken :

Basisrechten krachtens Richtlijn (EU) 2015/2302

- Voordat hij de pakketreisovereenkomst sluit, zal de reiziger alle essentiële informatie over de pakketreis ontvangen.

- De aansprakelijkheid voor de goede uitvoering van alle reisdiensten die in de overeenkomst zijn opgenomen, berust altijd bij ten minste één professioneel.

- De reiziger krijgt een noodtelefoonnummer of gegevens inzake een contactpunt via welk hij contact kan opnemen met de organisator of de reisagent.

- De reiziger kan de pakketreis, met inachtneming van een redelijke termijn en eventueel tegen de betaling van extra kosten, aan een andere persoon overdragen.

- De prijs van de pakketreis kan alleen worden verhoogd indien specifieke kosten toenemen (bijvoorbeeld brandstofprijzen), indien zulks uitdrukkelijk in de overeenkomst is opgenomen, en in elk geval niet later dan twintig dagen vóór het begin van de pakketreis. Indien de

majoration de prix dépasse 8 % du prix du voyage à forfait, le voyageur peut résilier le contrat. Si l'organisateur se réserve le droit d'augmenter le prix, le voyageur a droit à une réduction de prix en cas de diminution des coûts correspondants.

- Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation et être intégralement remboursés des paiements effectués si l'un des éléments essentiels du forfait, autre que le prix, subit une modification importante. Si, avant le début du voyage à forfait, le professionnel responsable du voyage à forfait annule celui-ci, les voyageurs ont le droit d'obtenir le remboursement et un dédommagement, s'il y a lieu.

- Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation avant le début du forfait en cas de circonstances exceptionnelles, par exemple s'il existe des problèmes graves pour la sécurité au lieu de destination qui sont susceptibles d'affecter le voyage à forfait.

- En outre, les voyageurs peuvent, à tout moment avant le début du voyage à forfait, résilier le contrat moyennant le paiement de frais de résiliation appropriés et justifiables.

- Si, après le début du voyage à forfait, des éléments importants de celui-ci ne peuvent pas être fournis comme prévu, d'autres prestations appropriées devront être proposées aux voyageurs, sans supplément de prix. Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation lorsque les services ne sont pas exécutés conformément au contrat, que cela perturbe considérablement l'exécution du voyage à forfait et que l'organisateur ne remédie pas au problème.

- Les voyageurs ont aussi droit à une réduction de prix et/ou à un dédommagement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des services de voyage.

- L'organisateur doit apporter une aide si le voyageur est en difficulté.

- Si l'organisateur ou le détaillant devient insolvable, les montants versés seront remboursés. Si l'organisateur ou, le cas échéant, le détaillant devient insolvable après le début du voyage à forfait et si le transport est compris dans le voyage à forfait, le rapatriement des voyageurs est garanti. XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurance]. Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, avec l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si des services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage [HYPERLIEN].

Partie B

Formulaire d'information standard pour des contrats de voyage à forfait dans des situations autres que celles couvertes par la partie A

La combinaison de services de voyage qui vous est proposée est un voyage à forfait au sens de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Vous bénéficierez donc de tous les droits octroyés par l'Union européenne applicables aux voyages à forfait. L'entreprise/les entreprises XY sera/seront entièrement responsable(s) de la bonne exécution du voyage à forfait dans son ensemble.

En outre, comme l'exige la loi, l'entreprise/les entreprises XY dispose/disposent d'une protection afin de rembourser vos paiements et, si le transport est compris dans le voyage à forfait, d'assurer votre rapatriement au cas où elle(s) deviendrait(en)t insolvable(s).

Droits essentiels prévus par la directive (UE) 2015/2302

- Les voyageurs recevront toutes les informations essentielles sur le voyage à forfait avant de conclure le contrat de voyage à forfait.

- Il y a toujours au moins un professionnel qui est responsable de la bonne exécution de tous les services de voyage compris dans le contrat.

- Les voyageurs reçoivent un numéro de téléphone d'urgence ou les coordonnées d'un point de contact leur permettant de joindre l'organisateur ou l'agent de voyages.

- Les voyageurs peuvent céder leur voyage à forfait à une autre personne, moyennant un préavis raisonnable et éventuellement sous réserve de payer des frais supplémentaires.

prijnsverhoging hoger is dan 8 % van de prijs van de pakketreis kan de reiziger de overeenkomst opzeggen. Indien de organisator zich het recht op een prijsverhoging voorbehoudt, heeft de reiziger recht op een prijsvermindering wanneer de relevante kosten zouden afnemen.

- Ingeval een van de essentiële elementen van de pakketreis, met uitzondering van de prijs, aanzienlijk wordt gewijzigd, kan de reiziger de overeenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen en krijgt hij een volledige terugbetaling. Indien de professioneel die voor de pakketreis verantwoordelijk is, de pakketreis vóór het begin van de pakketreis annuleert, heeft de reiziger recht op terugbetaling en, indien passend, op een schadevergoeding.

- De reiziger kan de overeenkomst in uitzonderlijke omstandigheden zonder betaling van een opzegvergoeding vóór het begin van de pakketreis opzeggen, bijvoorbeeld wanneer er op de plaats van bestemming ernstige veiligheidsproblemen zijn die waarschijnlijk gevolgen zullen hebben voor de pakketreis.

- Daarnaast kan de reiziger de overeenkomst te allen tijde vóór het begin van de pakketreis opzeggen tegen betaling van een passende en gerechtvaardigde opzegvergoeding.

- Indien na het begin van de pakketreis aanzienlijke elementen van de pakketreis niet zoals afgesproken kunnen worden geleverd, moet een geschikt alternatief arrangement aan de reiziger worden aangeboden, zonder extra kosten. Indien de diensten niet worden uitgevoerd volgens de overeenkomst en dit aanzienlijke gevolgen heeft voor de uitvoering van de pakketreis en de organisator dit probleem niet heeft verholpen, kan de reiziger de pakketreisovereenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen.

- In geval van reisdiensten die niet uitgevoerd zijn of niet goed uitgevoerd zijn heeft de reiziger ook recht op een prijsvermindering en/of schadevergoeding.

- De organisator is verplicht reizigers die in moeilijkheden verkeren, bijstand te verlenen.

- Indien de insolventie van de organisator de doorverkoper na het begin van de pakketreis intreedt en het vervoer in de pakketreis inbegrepen is, wordt er voor repatriëring van de reiziger gezorgd. XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij -YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij]. Wanneer diensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten [HYPERLINK].

Deel B

Standaardinformatieformulier voor pakketreisovereenkomsten in andere dan de in deel A bedoelde situaties

De combinatie van reisdiensten die u wordt aangeboden, is een pakketreis in de zin van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Bijgevolg kunt u aanspraak maken op alle EU-rechten die voor pakketreizen gelden. Onderneming XY/Ondernemingen XY is/zijn ten volle verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de volledige pakketreis.

Onderneming XY/Ondernemingen XY beschikt/beschikken ook over de wettelijke verplichte bescherming om u terug te betalen en, indien het vervoer is inbegrepen in de pakketreis, te repatriëren ingeval zij insolvent wordt/worden.

Basisrechten krachtens Richtlijn (EU) 2015/2302

- Voordat hij de pakketreisovereenkomst sluit, zal de reiziger alle essentiële informatie over de pakketreis ontvangen.

- De aansprakelijkheid voor de goede uitvoering van alle reisdiensten die in de overeenkomst zijn opgenomen, berust altijd bij ten minste één professioneel.

- De reiziger krijgt een noodtelefoonnummer of gegevens inzake een contactpunt via welk hij contact kan opnemen met de organisator of de reisagent.

- De reiziger kan de pakketreis, met inachtneming van een redelijke termijn en eventueel tegen de betaling van extra kosten, aan een andere persoon overdragen.

- Le prix du voyage à forfait ne peut être augmenté que si des coûts spécifiques augmentent (par exemple, les prix des carburants) et si cette possibilité est explicitement prévue dans le contrat, et ne peut en tout cas pas être modifié moins de vingt jours avant le début du voyage à forfait. Si la majoration de prix dépasse 8 % du prix du voyage à forfait, le voyageur peut résilier le contrat. Si l'organisateur se réserve le droit d'augmenter le prix, le voyageur a droit à une réduction de prix en cas de diminution des coûts correspondants.

- Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation et être intégralement remboursés des paiements effectués si l'un des éléments essentiels du voyage à forfait, autre que le prix, subit une modification importante. Si, avant le début du voyage à forfait, le professionnel responsable du voyage à forfait annule celui-ci, les voyageurs peuvent obtenir le remboursement et un dédommagement, s'il y a lieu.

- Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation avant le début du forfait en cas de circonstances exceptionnelles, par exemple s'il existe des problèmes graves pour la sécurité au lieu de destination qui sont susceptibles d'affecter le voyage à forfait.

- En outre, les voyageurs peuvent, à tout moment avant le début du voyage à forfait, résilier le contrat moyennant le paiement de frais de résiliation appropriés et justifiables.

- Si, après le début du voyage à forfait, des éléments importants de celui-ci ne peuvent pas être fournis comme prévu, d'autres prestations appropriées devront être proposées aux voyageurs, sans supplément de prix. Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation lorsque les services ne sont pas exécutés conformément au contrat, que cela perturbe considérablement l'exécution du voyage à forfait et que l'organisateur ne remédie pas au problème.

- Les voyageurs ont aussi droit à une réduction de prix et/ou à un dédommagement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des services de voyage.

- L'organisateur doit apporter une aide si le voyageur est en difficulté.

- Si l'organisateur ou le détaillant devient insolvable, les montants versés seront remboursés. Si l'organisateur ou, le cas échéant, le détaillant devient insolvable après le début du voyage à forfait et si le transport est compris dans le voyage à forfait, le rapatriement des voyageurs est garanti. XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'organisme chargé de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurance]. Les voyageurs peuvent prendre contact avec cet organisme ou, le cas échéant, avec l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si des services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

[Site internet sur lequel on peut consulter la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.]

Partie C

Formulaire d'information standard lorsque l'organisateur de forfaits transmet des données à un autre professionnel conformément à l'article 2, 2°, alinéa 1^{er}, b. 5)

Si vous concluez un contrat avec l'entreprise AB dans un délai de 24 heures après avoir reçu la confirmation de la réservation de l'entreprise XY, le service de voyage fourni par les entreprises XY et AB constituera un voyage à forfait au sens de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Par conséquent, vous bénéficierez de tous les droits octroyés par l'Union européenne applicables aux voyages à forfait. L'entreprise XY sera entièrement responsable de la bonne exécution du voyage à forfait dans son ensemble.

En outre, comme l'exige la loi, l'entreprise/les entreprises XY dispose/disposent d'une protection afin de rembourser vos paiements et, si le transport est compris dans le voyage à forfait, d'assurer votre rapatriement au cas où elle deviendrait insolvable.

Pour plus d'informations sur les droits essentiels au titre de la directive (UE) 2015/2302 [à fournir sous forme d'hyperlien].

En cliquant sur l'hyperlien, le voyageur recevra les informations suivantes :

Droits essentiels prévus par la directive (UE) 2015/2302

- Les voyageurs recevront toutes les informations essentielles sur les services de voyage avant de conclure le contrat de voyage à forfait.

- De prijs van de pakketreis kan alleen worden verhoogd indien specifieke kosten toenemen (bijvoorbeeld brandstofprijzen), indien zulks uitdrukkelijk in de overeenkomst is opgenomen, en in elk geval niet later dan twintig dagen vóór het begin van de pakketreis. Indien de prijsverhoging hoger is dan 8 % van de prijs van de pakketreis kan de reiziger de overeenkomst opzeggen. Indien de organisator zich het recht op een prijsverhoging voorbehoudt, heeft de reiziger recht op een prijsvermindering wanneer de relevante kosten zouden afnemen.

- Ingeval een van de essentiële elementen van de pakketreis, met uitzondering van de prijs, aanzienlijk wordt gewijzigd, kan de reiziger de overeenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen en krijgt hij een volledige terugbetaling. Indien de professioneel die voor de pakketreis verantwoordelijk is, de pakketreis vóór het begin van de pakketreis annuleert, heeft de reiziger recht op terugbetaling en, indien passend, op een schadevergoeding.

- De reiziger kan de overeenkomst in uitzonderlijke omstandigheden zonder betaling van een opzegvergoeding vóór het begin van de pakketreis opzeggen, bijvoorbeeld wanneer er op de plaats van bestemming ernstige veiligheidsproblemen zijn die waarschijnlijk gevolgen zullen hebben voor zijn pakketreis.

- Daarnaast kan de reiziger de overeenkomst te allen tijde vóór het begin van de pakketreis opzeggen tegen betaling van een passende en gerechtvaardigde opzegvergoeding.

- Indien na het begin van de pakketreis aanzienlijke elementen van de pakketreis niet zoals afgesproken kunnen worden geleverd, moet een geschikt alternatief arrangement aan de reiziger worden aangeboden, zonder extra kosten. Indien de diensten niet worden uitgevoerd volgens de overeenkomst en dit aanzienlijke gevolgen heeft voor de uitvoering van de pakketreis en de organisator dit probleem niet heeft verholpen, kan de reiziger de pakketreisovereenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen.

- In geval van reisdiensten die niet uitgevoerd zijn of niet goed uitgevoerd zijn heeft de reiziger ook recht op een prijsvermindering en/of schadevergoeding.

- De organisator is verplicht reizigers die in moeilijkheden verkeren, bijstand te verlenen.

- Indien de organisator of de doorverkoper insolvent wordt, zullen de betaalde bedragen worden teruggestort. Indien de insolventie van de organisator of, indien van toepassing, de doorverkoper na het begin van de pakketreis intreedt en het vervoer in de reis of de vakantie inbegrepen is, wordt er voor repatriëring van de reiziger gezorgd. XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij]. Wanneer diensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

[Website waar Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten te vinden is.]

Deel C

Standaardinformatieformulier bij overdracht van gegevens door de organisator aan een andere professioneel overeenkomstig artikel 2, 2°, lid 1, b. 5)

Indien u uiterlijk 24 uur na ontvangst van de bevestiging van de boeking door onderneming XY, een overeenkomst sluit met onderneming AB, vormt de door XY en AB verleende reisdienst een pakketreis in de zin van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

In dat geval kunt u aanspraak maken op alle EU-rechten die voor pakketreizen gelden. Onderneming XY is ten volle verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de volledige pakketreis.

Onderneming XY/Ondernemingen XY beschikt/beschikken ook over de wettelijke verplichte bescherming om u terug te betalen en, indien het vervoer is inbegrepen in de pakketreis, te rapatriëren ingeval zij insolvent wordt/worden.

Meer informatie over basisrechten krachtens Richtlijn (EU) 2015/2302 [te verstrekken in de vorm van een hyperlink].

De reiziger krijgt de volgende informatie te zien door de hyperlink aan te klikken :

Basisrechten krachtens Richtlijn (EU) 2015/2302

- Voordat hij de pakketreisovereenkomst sluit, zal de reiziger alle essentiële informatie over de reisdiensten ontvangen.

- Il y a toujours au moins un professionnel qui est responsable de la bonne exécution de tous les services de voyage compris dans le contrat.

- Les voyageurs reçoivent un numéro de téléphone d'urgence ou les coordonnées d'un point de contact leur permettant de joindre l'organisateur ou l'agent de voyages.

- Les voyageurs peuvent céder leur voyage à forfait à une autre personne, moyennant un préavis raisonnable et éventuellement sous réserve de payer des frais supplémentaires.

- Le prix du voyage à forfait ne peut être augmenté que si des coûts spécifiques augmentent (par exemple, prix des carburants) et si cette possibilité est explicitement prévue dans le contrat, et ne peut en tout cas pas être modifié moins de vingt jours avant le début du voyage à forfait. Si la majoration de prix dépasse 8 % du prix du voyage à forfait, le voyageur peut résilier le contrat. Si l'organisateur se réserve le droit d'augmenter le prix, le voyageur a droit à une réduction de prix en cas de diminution des coûts correspondants.

- Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation et être intégralement remboursés des paiements effectués si l'un des éléments essentiels du voyage à forfait, autre que le prix, subit une modification importante. Si, avant le début du voyage à forfait, le professionnel responsable du voyage à forfait annule celui-ci, les voyageurs peuvent obtenir le remboursement et un dédommagement, s'il y a lieu.

- Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation avant le début du voyage à forfait en cas de circonstances exceptionnelles, par exemple s'il existe des problèmes graves pour la sécurité au lieu de destination qui sont susceptibles d'affecter le voyage à forfait.

- En outre, les voyageurs peuvent, à tout moment avant le début du voyage à forfait, résilier le contrat moyennant le paiement de frais de résiliation appropriés et justifiables.

- Si, après le début du voyage à forfait, des éléments importants de celui-ci ne peuvent pas être fournis comme prévu, d'autres prestations appropriées devront être proposées aux voyageurs, sans supplément de prix. Les voyageurs peuvent résilier le contrat sans payer de frais de résiliation lorsque les services ne sont pas exécutés conformément au contrat, que cela perturbe considérablement l'exécution du voyage à forfait et que l'organisateur ne remédie pas au problème.

- Les voyageurs ont aussi droit à une réduction de prix et/ou à un dédommagement en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des services de voyage.

- L'organisateur doit apporter une aide si le voyageur est en difficulté.

- Si l'organisateur ou le détaillant devient insolvable, les montants versés seront remboursés. Si l'organisateur ou, le cas échéant, le détaillant devient insolvable après le début du voyage à forfait et si le transport est compris dans le voyage à forfait, le rapatriement des voyageurs est garanti. XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurance]. Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si des services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage [HYPERLIEN].

ANNEXE II

Partie A

Formulaire d'information standard lorsque le professionnel facilitant une prestation de voyage liée en ligne au sens de l'article 2, 5°, a), est un transporteur vendant un billet aller-retour

Si, après avoir choisi un service de voyage et l'avoir payé, vous réservez des services de voyage supplémentaires pour votre voyage ou séjour de vacances par l'intermédiaire de notre entreprise/de XY, vous NE bénéficiez PAS des droits applicables aux voyages à forfait au titre de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

- De aansprakelijkheid voor de goede uitvoering van alle reisdiensten die in de overeenkomst zijn opgenomen, berust altijd bij ten minste één professioneel.

- De reiziger krijgt een noodtelefoonnummer of gegevens inzake een contactpunt via welk hij contact kan opnemen met de organisator of de reisagent.

- De reiziger kan de pakketreis, met inachtneming van een redelijke termijn en eventueel tegen de betaling van extra kosten, aan een andere persoon overdragen.

- De prijs van de pakketreis kan alleen worden verhoogd indien specifieke kosten toenemen (bijvoorbeeld brandstofprijzen), indien zulks uitdrukkelijk in de overeenkomst is opgenomen, en in elk geval niet later dan twintig dagen vóór het begin van de pakketreis. Indien de prijsverhoging hoger is dan 8 % van de prijs van de pakketreis kan de reiziger de overeenkomst opzeggen. Indien de organisator zich het recht op een prijsverhoging voorbehoudt, heeft de reiziger recht op een prijsvermindering wanneer de relevante kosten zouden afnemen.

- Ingeval een van de essentiële elementen van de pakketreis, met uitzondering van de prijs, aanzienlijk wordt gewijzigd, kan de reiziger de overeenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen en krijgt hij een volledige terugbetaling. Indien de professional die voor de pakketreis verantwoordelijk is, de pakketreis vóór het begin van de pakketreis annuleert, heeft de reiziger recht op terugbetaling en, indien passend, op een schadevergoeding.

- De reiziger kan de overeenkomst in uitzonderlijke omstandigheden zonder betaling van een opzegvergoeding vóór het begin van de pakketreis opzeggen, bijvoorbeeld wanneer er op de plaats van bestemming ernstige veiligheidsproblemen zijn die waarschijnlijk gevolgen zullen hebben voor de pakketreis.

- Daarnaast kan de reiziger de overeenkomst te allen tijde vóór het begin van de pakketreis opzeggen tegen betaling van een passende en gerechtvaardigde opzegvergoeding.

- Indien na het begin van de pakketreis aanzienlijke elementen van de pakketreis niet zoals afgesproken kunnen worden geleverd, moet een geschikt alternatief arrangement aan de reiziger worden aangeboden, zonder extra kosten. Indien de diensten niet worden uitgevoerd volgens de overeenkomst en dit aanzienlijke gevolgen heeft voor de uitvoering van de pakketreis en de organisator dit probleem niet heeft verholpen, kan de reiziger de pakketreisovereenkomst zonder betaling van een opzegvergoeding opzeggen.

- In geval van reisdiensten die niet uitgevoerd zijn of niet goed uitgevoerd zijn heeft de reiziger ook recht op een prijsvermindering en/of schadevergoeding.

- De organisator is verplicht reizigers die in moeilijkheden verkeren, bijstand te verlenen.

- Indien de organisator of de doorverkoper insolvent wordt, zullen de betaalde bedragen worden teruggestort. Indien de insolventie van de organisator of, indien van toepassing, de doorverkoper na het begin van de pakketreis intreedt en het vervoer in de reis of de vakantie inbegrepen is, wordt er voor repatriëring van de reiziger gezorgd. XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij]. Wanneer diensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten [HYPERLINK].

BIJLAGE II

Deel A

Standaardinformatieformulier voor gekoppelde reisarrangementen in de zin van artikel 2, 5°, a), welke online worden gefaciliteerd door een vervoerder die retourtickets verkoopt

Indien u, na één reisdienst te hebben gekozen en betaald, aanvullende reisdiensten voor uw reis of vakantie boekt via onze onderneming/XY, kunt u GEEN aanspraak maken op de rechten die gelden voor pakketreizen uit hoofde van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Par conséquent, notre entreprise/XY ne sera pas responsable de la bonne exécution de ces services de voyage supplémentaires. En cas de problème, veuillez contacter le prestataire de services concerné.

Toutefois, si vous réservez des services de voyage supplémentaires au cours de la même visite de notre site internet de réservation/du site internet de réservation de XY, les services de voyage feront partie d'une prestation de voyage liée. Dans ce cas, XY dispose, comme l'exige le droit de l'Union européenne, d'une protection afin de rembourser les sommes que vous lui avez versées pour des services qui n'ont pas été exécutés en raison de son insolvabilité et, si nécessaire, pour votre rapatriement. Veuillez noter qu'en l'occurrence, il n'est pas prévu de remboursement en cas d'insolvabilité du prestataire de services concerné.

Pour plus d'informations sur la protection contre l'insolvabilité [à fournir sous forme d'hyperlien]. En cliquant

En cliquant sur l'hyperlien, le voyageur recevra les informations suivantes :

XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurances].

Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si les services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Remarque : cette protection contre l'insolvabilité ne s'applique pas aux contrats conclus avec des parties autres que XY qui peuvent être exécutés en dépit de l'insolvabilité de XY.

Directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage [HYPERLIEN].

Partie B

Formulaire d'information standard lorsque le professionnel facilitant une prestation de voyage liée en ligne au sens de l'article 2, 5°, a), est un professionnel autre qu'un transporteur vendant un billet aller-retour

Si, après avoir choisi un service de voyage et l'avoir payé, vous réservez des services de voyage supplémentaires pour votre voyage ou séjour de vacances par l'intermédiaire de notre entreprise/de XY, vous NE bénéficierez PAS des droits applicables aux voyages à forfait au titre de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Par conséquent, notre entreprise/XY ne sera pas responsable de la bonne exécution des services de voyage individuels. En cas de problème, veuillez contacter le prestataire de services concerné.

Toutefois, si vous réservez des services de voyage supplémentaires au cours de la même visite de notre site internet de réservation/du site internet de réservation de XY, les services de voyage feront partie d'une prestation de voyage liée.

Dans ce cas, XY dispose, comme l'exige le droit de l'Union européenne, d'une protection afin de rembourser les sommes que vous lui avez versées pour des services qui n'ont pas été exécutés en raison de son insolvabilité. Veuillez noter qu'en l'occurrence, il n'est pas prévu de remboursement en cas d'insolvabilité du prestataire de services concerné.

Pour plus d'informations sur la protection contre l'insolvabilité [à fournir sous forme d'hyperlien].

En cliquant sur l'hyperlien, le voyageur recevra les informations suivantes :

XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurances].

Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si les services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Remarque : cette protection contre l'insolvabilité ne s'applique pas aux contrats conclus avec des parties autres que XY qui peuvent être exécutés en dépit de l'insolvabilité de XY.

Directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage [HYPERLIEN].

Onze onderneming/XY is derhalve niet verantwoordelijk voor de goede uitvoering van die aanvullende reisdiensten. In geval van problemen kunt u contact opnemen met de betrokken dienstverlener.

Indien u evenwel tijdens hetzelfde bezoek aan de boekingswebsite van onze onderneming/XY aanvullende reisdiensten boekt, worden deze reisdiensten deel van een gekoppeld reisarrangement. In dat geval beschikt XY over de volgens het EU-recht verplichte bescherming om de door u aan XY betaalde bedragen voor diensten die als gevolg van de insolventie van XY niet zijn verleend, terug te storten en, indien nodig, u te repatriëren. Gelieve er nota van te nemen dat niet in terugbetaling wordt voorzien in geval van insolventie van de betrokken dienstverlener.

Meer informatie over bescherming bij insolventie [te verstrekken in de vorm van een hyperlink].

De reiziger krijgt de volgende informatie te zien door de hyperlink aan te klikken :

XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij].

Wanneer reisdiensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Let op : Deze bescherming bij insolventie geldt niet voor overeenkomsten met andere partijen dan XY, die ondanks de insolventie van XY kunnen worden uitgevoerd.

Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten [HYPERLINK].

Deel B

Standaardinformatieformulier voor gekoppelde reisarrangementen in de zin van artikel 2, 5°, a), welke online worden gefaciliteerd door een andere professioneel dan een vervoerder die retourtickets verkoopt

Indien u, na één reisdienst te hebben gekozen en betaald, aanvullende reisdiensten voor uw reis of vakantie boekt via onze onderneming/XY, kunt u GEEN aanspraak maken op de rechten die gelden voor pakketreizen uit hoofde van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Onze onderneming/XY is derhalve niet verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de afzonderlijke reisdiensten. In geval van problemen kunt u contact opnemen met de betrokken dienstverlener.

Indien u evenwel tijdens hetzelfde bezoek aan de boekingswebsite van onze onderneming/XY aanvullende reisdiensten boekt, worden die reisdiensten deel van een gekoppeld reisarrangement.

In dat geval beschikt XY over de volgens het EU-recht verplichte bescherming om de door u aan XY betaalde bedragen voor diensten die als gevolg van de insolventie van XY niet zijn verleend, terug te storten. Gelieve er nota van te nemen dat niet in terugbetaling wordt voorzien in geval van insolventie van de betrokken dienstverlener.

Meer informatie over bescherming bij insolventie [te verstrekken in de vorm van een hyperlink].

De reiziger krijgt de volgende informatie te zien door de hyperlink aan te klikken :

XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij].

Wanneer reisdiensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Let op : Deze bescherming bij insolventie geldt niet voor overeenkomsten met andere partijen dan XY, die ondanks de insolventie van XY kunnen worden uitgevoerd.

Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten [HYPERLINK].

Partie C

Formulaire d'information standard en cas de prestations de voyage liées au sens de l'article 2, 5°, a), lorsque les contrats sont conclus en présence simultanée du professionnel (autre qu'un transporteur vendant un billet aller-retour) et du voyageur

Si, après avoir choisi un service de voyage et l'avoir payé, vous réservez des services de voyage supplémentaires pour votre voyage ou séjour de vacances par l'intermédiaire de notre entreprise/de XY, vous NE bénéficierez PAS des droits applicables aux voyages à forfait au titre de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Par conséquent, notre entreprise/XY ne sera pas responsable de la bonne exécution des services de voyage individuels. En cas de problème, veuillez contacter le prestataire de services concerné.

Toutefois, si vous réservez des services de voyage supplémentaires au cours de la même visite ou du même contact avec notre entreprise/l'entreprise XY, les services de voyage feront partie d'une prestation de voyage liée. Dans ce cas, XY dispose, comme l'exige le droit de l'Union européenne, d'une protection afin de rembourser les sommes que vous lui avez versées pour des services qui n'ont pas été exécutés en raison de son insolvabilité. Veuillez noter qu'il n'est pas prévu de remboursement en cas d'insolvabilité du prestataire de services concerné.

XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurances].

Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et non numéro de téléphone) si les services de voyage leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Remarque : cette protection contre l'insolvabilité ne s'applique pas aux contrats conclus avec des parties autres que XY qui peuvent être exécutés en dépit de l'insolvabilité de XY.

[Site internet sur lequel on peut consulter la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage].

Partie D

Formulaire d'information standard lorsque le professionnel facilitant une prestation de voyage liée en ligne au sens de l'article 2, 5°, b), est un transporteur vendant un billet aller-retour

Si vous réservez des services de voyage supplémentaires pour votre voyage ou séjour de vacances via ce lien/ces liens, vous NE bénéficierez PAS des droits applicables aux voyages à forfait au titre de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Par conséquent, notre entreprise/XY ne sera pas responsable de la bonne exécution de ces services de voyage supplémentaires. En cas de problème, veuillez contacter le prestataire de services concerné.

Toutefois, si vous réservez des services de voyage supplémentaires via ce lien/ces liens dans un délai de 24 heures après avoir reçu confirmation de la réservation de la part de notre entreprise/XY, ces services de voyage feront partie d'une prestation de voyage liée. Dans ce cas, XY dispose, comme l'exige le droit de l'Union européenne, d'une protection afin de rembourser les sommes que vous lui avez versées pour des services qui n'ont pas été exécutés en raison de son insolvabilité, et, si nécessaire, pour votre rapatriement. Veuillez noter qu'en l'occurrence, il n'est pas prévu de remboursement en cas d'insolvabilité du prestataire de services concerné.

Pour plus d'informations sur la protection contre l'insolvabilité [à fournir sous forme d'hyperlien].

En cliquant sur l'hyperlien, le voyageur recevra les informations suivantes :

XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurances].

Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si les services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Deel C

Standaardinformatieformulier voor gekoppelde reisarrangementen in de zin van artikel 2, 5°, a), wanneer de overeenkomsten in de gelijktijdige fysieke aanwezigheid van de professioneel (die geen vervoerder is die retourtickets verkoopt) en de reiziger worden gesloten

Indien u, na één reisdienst te hebben gekozen en betaald, aanvullende reisdiensten voor uw reis of vakantie boekt via onze onderneming/XY, kunt u GEEN aanspraak maken op de rechten die gelden voor pakketreizen uit hoofde van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Onze onderneming/XY is derhalve niet verantwoordelijk voor de goede uitvoering van de afzonderlijke reisdiensten.

In geval van problemen kunt u contact opnemen met de betrokken dienstverlener. Indien u evenwel tijdens hetzelfde bezoek aan of contact met onze onderneming/XY aanvullende reisdiensten boekt, worden die reisdiensten deel van een gekoppeld reisarrangement. In dat geval beschikt XY over de volgens het Unierecht verplichte bescherming om de door u aan XY betaalde bedragen voor diensten die als gevolg van de insolventie van XY niet zijn verleend, terug te storten. Gelieve er nota van te nemen dat niet in terugbetaling wordt voorzien in geval van insolventie van de betrokken dienstverlener.

XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij].

Wanneer reisdiensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Let op : Deze bescherming bij insolventie geldt niet voor overeenkomsten met andere partijen dan XY, die ondanks de insolventie van XY kunnen worden uitgevoerd.

[Website waar Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten kan worden gevonden].

Deel D

Standaardinformatieformulier indien de professioneel die een online aangeboden gekoppeld reisarrangement in de zin van artikel 2, 5°, b), faciliteert, een vervoerder is die retourtickets verkoopt

Indien u via deze link/links aanvullende reisdiensten voor uw reis of vakantie boekt, kunt u GEEN aanspraak maken op de rechten die gelden voor pakketreizen uit hoofde van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Onze onderneming/XY is derhalve niet verantwoordelijk voor de goede uitvoering van die aanvullende reisdiensten. In geval van problemen kunt u contact opnemen met de betrokken dienstverlener.

Indien u echter uiterlijk 24 uur na ontvangst van de bevestiging van de boeking van onze onderneming/XY via deze link/links aanvullende reisdiensten boekt, worden die reisdiensten deel van een gekoppeld reisarrangement. In dat geval beschikt XY over de volgens het EU-recht verplichte bescherming om de door u aan XY betaalde bedragen voor diensten die als gevolg van de insolventie van XY niet zijn verleend, terug te storten en, indien nodig, u te repatriëren. Gelieve er nota van te nemen dat niet in terugbetaling wordt voorzien in geval van insolventie van de betrokken dienstverlener.

Meer informatie over bescherming bij insolventie [te verstrekken in de vorm van een hyperlink].

De reiziger krijgt de volgende informatie te zien door de hyperlink aan te klikken :

XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij].

Wanneer diensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Remarque : cette protection contre l'insolvabilité ne s'applique pas aux contrats conclus avec des parties autres que XY qui peuvent être exécutés en dépit de l'insolvabilité de XY.

Directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage [HYPERLIEN].

Partie E

Formulaire d'information standard lorsque le professionnel facilitant une prestation de voyage liée en ligne au sens de l'article 2, 5°, b), est un professionnel autre qu'un transporteur vendant un billet aller-retour

Si vous réservez des services de voyage supplémentaires pour votre voyage ou séjour de vacances via ce lien/ces liens, vous NE bénéficierez PAS des droits applicables aux voyages à forfait au titre de la directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage.

Par conséquent, notre entreprise/XY ne sera pas responsable de la bonne exécution de ces services de voyage supplémentaires. En cas de problème, veuillez contacter le prestataire de services concerné.

Toutefois, si vous réservez des services de voyage supplémentaires via ce lien/ces liens dans un délai de 24 heures après avoir reçu confirmation de la réservation auprès de notre entreprise/XY, ces services de voyage feront partie d'une prestation de voyage liée. Dans ce cas, XY dispose, comme l'exige le droit de l'Union européenne, d'une protection afin de rembourser les sommes que vous lui avez versées pour des services qui n'ont pas été exécutés en raison de son insolvabilité. Veuillez noter qu'en l'occurrence, il n'est pas prévu de remboursement en cas d'insolvabilité du prestataire de services concerné.

Pour plus d'informations sur la protection contre l'insolvabilité [à fournir sous forme d'hyperlien].

En cliquant sur l'hyperlien, le voyageur recevra les informations suivantes :

XY a souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès de YZ [l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, par exemple un fonds de garantie ou une compagnie d'assurances].

Les voyageurs peuvent prendre contact avec cette entité ou, le cas échéant, l'autorité compétente (coordonnées du point de contact, y compris son nom, son adresse géographique, son adresse électronique et son numéro de téléphone) si les services leur sont refusés en raison de l'insolvabilité de XY.

Remarque : cette protection contre l'insolvabilité ne s'applique pas aux contrats conclus avec des parties autres que XY qui peuvent être exécutés en dépit de l'insolvabilité de XY.

Directive (UE) 2015/2302, transposée par la loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage [HYPERLIEN].

Let op : Deze bescherming bij insolventie geldt niet voor overeenkomsten met andere partijen dan XY, die ondanks de insolventie van XY kunnen worden uitgevoerd.

Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 [betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten [HYPERLINK]].

Deel E

Standaardinformatieformulier indien de professionele die een online aangeboden gekoppeld reisarrangement in de zin van artikel 2, 5°, b), faciliteert, een andere professioneel is dan een vervoerder die retourtickets verkoopt

Indien u via deze link/links aanvullende reisdiensten voor uw reis of vakantie boekt, kunt u GEEN aanspraak maken op de rechten die gelden voor pakketreizen uit hoofde van Richtlijn (EU) 2015/2302, omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten.

Onze onderneming/XY is derhalve niet verantwoordelijk voor de goede uitvoering van die aanvullende reisdiensten. In geval van problemen kunt u contact opnemen met de betrokken dienstverlener.

Indien u echter uiterlijk 24 uur na ontvangst van de bevestiging van de boeking van onze onderneming/XY via deze link/links aanvullende reisdiensten boekt, worden die reisdiensten deel van een gekoppeld reisarrangement. In dat geval beschikt XY over de volgens het EU-recht verplichte bescherming om de door u aan XY betaalde bedragen voor diensten die als gevolg van de insolventie van XY niet zijn verleend, terug te storten. Gelieve er nota van te nemen dat niet in terugbetaling wordt voorzien in geval van insolventie van de betrokken dienstverlener.

Meer informatie over bescherming bij insolventie [te verstrekken in de vorm van een hyperlink].

De reiziger krijgt de volgende informatie te zien door de hyperlink aan te klikken :

XY heeft zich van bescherming bij insolventie voorzien bij YZ [de entiteit die instaat voor de bescherming bij insolventie, bijvoorbeeld een garantiefonds of een verzekeringsmaatschappij].

Wanneer diensten door de insolventie van XY niet worden verleend, kunnen reizigers met deze entiteit of, in voorkomend geval, de bevoegde autoriteit contact opnemen (contactgegevens, met inbegrip van naam, geografisch adres, e-mail en telefoonnummer).

Let op : Deze bescherming bij insolventie geldt niet voor overeenkomsten met andere partijen dan XY, die ondanks de insolventie van XY kunnen worden uitgevoerd.

Richtlijn (EU) 2015/2302, als omgezet door de wet van 21 november 2017 betreffende de verkoop van pakketreizen, gekoppelde reisarrangementen en reisdiensten [HYPERLINK]].

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/40848]

20 JUILLET 2012. — Arrêté royal déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Institut professionnel des agents immobiliers. — Traduction allemande d'extraits

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'article 72 de l'arrêté royal du 20 juillet 2012 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Institut professionnel des agents immobiliers (*Moniteur belge* du 26 septembre 2012).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/40848]

20 JULI 2012. — Koninklijk besluit tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars. — Duitse vertaling van uittreksels

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het artikel 72 van het koninklijk besluit van 20 juli 2012 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars (*Belgisch Staatsblad* van 26 september 2012).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST WIRTSCHAFT, KMB, MITTELSTAND UND ENERGIE

[C - 2017/40848]

20. JULI 2012 — Königlicher Erlass zur Festlegung der Regeln in Bezug auf die Organisation und Arbeitsweise des Berufsinstituts für Immobilienmakler — Deutsche Übersetzung von Auszügen

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung von Artikel 72 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2012 zur Festlegung der Regeln in Bezug auf die Organisation und Arbeitsweise des Berufsinstituts für Immobilienmakler.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.